

CRISE LIBYENNE :

**L'Algérie et l'ONU réaffirment leur soutien au plan de règlement onusien**

P. 24

ALGÉRIE-DANEMARK

**Messahel en visite officielle dans les pays scandinaves à partir d'aujourd'hui**

P. 24

ALGÉRIE-GB

**La Grande Bretagne aspire à un partenariat gagnant-gagnant avec l'Algérie**

P. 5

# Yennayer, une fête qui rassemble tous les Algériens

La célébration du nouvel an berbère et amazigh 2969, après son officialisation par le Président de la République, «est une fête qui rassemble tous les Algériens et qui renvoie sur l'étendue identitaire et historique de l'Algérie», a affirmé hier à Bouira le ministre des Affaires religieuses et des Waqfs, Mohamed Aissa. P. 4



**FONCIER INDUSTRIEL :**

**Une taxe de 5% pour les bénéficiaires des terrains non exploités**

P. 6

**ARMÉE**

**Gaïd Salah prévient certaines parties qui tiennent des propos «sans véracité» sur les positions de l'Armée à propos de l'élection présidentielle**

P. 3



**SANTÉ**

**OTITE SÉRIEUSE ET RHINITE ALLERGIQUE**

**Les deux font la paire**

P.p 12-13

**F FOOTBALL**

CAN-2019 :

**L'Egypte hôte de la 32<sup>e</sup> édition**

La Coupe d'Afrique des nations de football CAN-2019 (15 juin - 13 juillet) se jouera en Egypte au lieu du Cameroun, dont l'organisation lui a été retirée par la Confédération africaine (CAF) pour des raisons d'ordre infrastructurel, a annoncé hier l'instance continentale. La décision a été prise par la CAF à l'issue de la réunion de son comité exécutif à Dakar (Sénégal), en marge de la cérémonie des Glo CAF Awards hier soir. P. 21

**TRANSPORT MARITIME :**

**Report de départ du car-ferry Tariq Ibn Ziyad Alger-Marseille à lundi**

P. 24

**MDN**

**LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE**

**Plus de 300 kg de kif traité saisis à Tlemcen, Oran et Sétif**

P. 24

## SÛRETÉ NATIONALE Visite au profit des journalistes à la Direction des unités aériennes

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), organise ce matin à partir de 08h30, une visite au profit des représentants des différents médias nationaux au niveau de la Direction des unités aé-

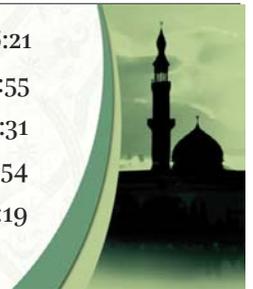
rienne de la Sûreté nationale de Dar El Beïda. Cette sortie sera une occasion pour présenter le nouveau système de contrôle de la vitesse des véhicules par hélicoptère (SPEEDO).



## Horaire des prières

Mercredi 2 Joumada-al-oula 1440

Fajr	06:21
Dohr	12:55
Asr	15:31
Maghreb	17:54
Isha	19:19



## AGRICULTURE ET PÊCHE Bouazghi demain à Constantine



Le ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, M. Abdelkader Bouazghi, effectuera demain jeudi 10 janvier, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Constantine. Au cours de cette visite, le ministre présidera les travaux du regroupement national sur la céréaliculture, notamment en ce qui concerne la campagne de labour-semences 2018/2019. M. Bouazghi, profitera de cette visite pour inspecter plusieurs exploitations agricoles et d'élevage. Le ministre s'entretiendra également avec les agriculteurs, les éleveurs et les opérateurs économiques actant dans le secteur de l'agro-industrie.

## CULTURE Mihoubi le 12 janvier à Tamanrasset

Le ministre de la Culture, M. Azzedine Mihoubi, effectuera samedi 12 janvier, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tamanrasset. Au cours de cette visite, le ministre inspectera plusieurs structures relevant de son secteur. Le ministre présidera à cette occasion les festivités officielles marquant la célébration du nouvel an amazigh «Yennayer», prendra part au séminaire international sur la valo-



risation du patrimoine immatériel, organisé par le Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH).

## MOUDJAHIDINE Zitouni demain à Tizi-Ouzou

Le ministre des Moudjahidine, M. Tayeb Zitouni, effectuera, jeudi 10 janvier, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tizi Ouzou.



## RESSOURCES EN EAU Necib vendredi à Bechar



Dans le cadre du suivi des projets du secteur, le ministre des Ressources en eau, M. Hocine Necib, effectuera vendredi 11 janvier, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Bechar. Au cours de cette visite, le ministre inspectera plusieurs structures relevant de son secteur.

## CE MATIN À 10H Le Président de l'ACA, M. Youcef Nebbache invité du Forum d'El Wassat

Le président de l'Association des concessionnaires automobiles, M. Youcef Nebbache, sera l'invité ce matin à partir de 10h, du Forum du quotidien El Wasat.



## Météo



	Max	Min
Alger	16°	06°
Oran	17°	06°
Annaba	14°	08°
Béjaïa	16°	08°
Tamanrasset	19°	04°

## AUJOURD'HUI À ZÉRALDA Le grand marché de Yennayer 2969 des produits du terroir et de l'artisanat

La Ferme pédagogique d'Alger (28 ferme khelloufi, Zéralda) en collaboration avec la Maison Lahlou, organise jusqu'au 12 janvier, le grand marché de Yennayer 2969 des produits de terroir et de l'artisanat. Un concours du meilleur couscous ouvert aux professionnels et aux amateurs sera organisé à cette occasion.

## CE MATIN À BENI-MESSOUS 193<sup>e</sup> numéro de l'émission «Rendez-vous avec l'histoire»

Sous le patronage du ministère des Moudjahidine, le musée national du moudjahid organise ce matin à partir de 10h, au niveau de la maison de la culture Mohand Aït Idir de Beni Messous (Alger), le 193<sup>e</sup> numéro de l'émission hebdomadaire «Rendez-vous avec l'histoire» consacrée à la préservation et à l'enrichissement de la mémoire nationale.



## DGSN Lancement d'une campagne nationale de sensibilisation sur les dangers des psychotropes

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), a procédé hier, au lancement d'une campagne nationale de sensibilisation sur les dangers liés à la consommation de psychotropes. Cette campagne se poursuivra jusqu'au 14 du mois en cours.

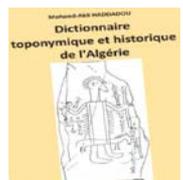
## LE 12 JANVIER AU SIÈGE DE L'ANR Conférence du Dr Belkacem Sahli



Dans le cadre des activités politiques du parti, le secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), le Dr Belkacem Sahli, animera une conférence de presse en marge de l'aréation du bureau national, samedi 12 janvier à partir de 10h30, au siège central du parti sis à Delly Ibrahim. Le SG de l'ANR exposera à cette occasion le bilan des activités du parti durant l'exercice 2018 et les positions vis-à-vis de l'actualité nationale, régionale et internationale, notamment les prochaines élections présidentielles.

## TIZI-OUZOU Publication «prochainement» de deux dictionnaires inédits de Mohand Akli Haddadou

Deux dictionnaires inédits du professeur Mohand Akli Haddadou seront publiés "prochainement", a indiqué hier à Tizi-Ouzou, Moussa Imarazène, enseignant et chef de département de langue et de culture amazighes à l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (DLCA/UMMTO). S'exprimant en marge d'une journée d'étude sur le patrimoine immatériel amazigh, organisée dans le cadre de la célébration de Yennayer 2969, Imarazène a souligné que "ces deux œuvres que le défunt n'a pas eu le temps de publier de son vivant seront éditées par le DLCA/UMMTO en collaboration avec sa famille". Il s'agit, a-t-il précisé, d'un "dictionnaire sur les populations berbères, tribus antiques et modernes et un autre sur le patrimoine du monde de l'islam", ajoutant qu'un autre travail de Mohand Akli Haddadou portant sur un dictionnaire Arabe-Tamazight "est resté au stade de projet". Par ailleurs, un colloque sur l'œuvre et les travaux du professeur Haddadou sera organisé en mars prochain à l'UMMTO pour lequel un appel à contribution a été lancé à l'occasion de cette rencontre.



## ARMÉE

# Gaïd Salah prévient certaines parties qui tiennent des propos «sans véracité» sur les positions de l'Armée à propos de l'élection présidentielle

Le général de Corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a prévenu, hier à Oran, contre certaines parties mues par des «intentions sournaises» qui ont pris l'habitude, à l'approche de l'élection présidentielle, de tenter de préjuger «sans véracité» des prises de positions de l'institution militaire vis-à-vis des élections présidentielles.

Au 3ème jour de sa à la 2ème Région militaire, et lors d'une réunion au siège du Commandement de la Région, le général de Corps d'armée «a attiré l'attention sur une importante question ayant trait à certains individus et parties qui tentent de préjuger, sans véracité, des prises de positions de l'institution militaire vis-à-vis des élections présidentielles, et s'arrogent, à chaque fois, le droit de parler en son nom par tous les moyens, notamment les médias», souligne un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Je tiens, à cette occasion, à rappeler, voire attirer l'attention sur cette importante question où certains individus et parties mus par des ambitions démesurées et animés par des intentions sournaises ont pris l'habitude, à l'approche de l'échéance électorale présidentielle, de tenter de préjuger, sans véracité, des prises de positions de l'institution militaire vis-à-vis des élections présidentielles, et s'arrogent, même, le droit de parler en son nom par tous les moyens, notamment les médias», a affirmé le chef d'Etat-major de l'ANP dans une allocution à cette occasion. Pour le général de Corps d'armée, «tel est ce genre d'individus qui font prévaloir leurs intérêts personnels étriqués et leurs ambitions démesurées qui n'est, absolument, pas en rapport avec leurs véritables capacités sur plus d'un plan». «Ces individus optent, désormais et sans scrupule, pour cette démarche en paroles et en actes, en faisant fi de toutes les traditions et les bonnes valeurs desquelles est imprégné l'Algérien correct et qui sont adoptées par le peuple algérien pour devenir parmi ses spécificités qui le singularisent d'autrui. Ces bonnes manières sont les mêmes auxquelles l'ANP ne cesse, avec l'aide d'Allah, de donner la place méritée», a-t-il ajouté.

«C'est sur cet ensemble d'éthiques que la démarche professionnelle et effective de l'ANP se repose en permanence, et c'est à la lumière des orientations de Son Excellence, Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale que notre Armée œuvre, sans répit, à rendre la conduite de ses personnels militaires avec leurs différents grades et diverses responsabilités, une source d'inspiration et un exemple à suivre sur le chemin de la droiture qui cadre avec les valeurs de l'ANP et sur lequel elle s'appuie dans sa démarche qui constitue le fondement de son caractère



légaliste et républicain, respectueux de l'ordre constitutionnel. Une Armée qui n'a jamais de leçons à recevoir d'individus qui n'existent que par les cercles qui les commanditent», a-t-il fait valoir. «Pendant le sens de la mesure, ces individus s'accordent une vocation et une dimension qui ne sont pas les leurs, et se lancent, sans aucun scrupule, dans des affabulations débridées, découlant d'un narcissisme maladif, qui les pousse jusqu'à prétendre bien connaître le Haut

Commandement de l'ANP pour prévoir sa position vis-à-vis des élections présidentielles, grave dérive qui dénote d'un seuil inquiétant d'inconscience que seule l'ambition aveugle peut provoquer», a encore poursuivi Gaïd Salah dans son allocution. Il a rappelé, par la même occasion, que l'ANP «continue, sans répit, à consentir davantage d'efforts persévérants, réfléchis, prometteurs et ambitieux avec la même volonté et la même détermination, étant une Armée purement professionnelle qui aspire à promouvoir et à développer toutes ses composantes, afin de pouvoir demeurer ce rempart qui défend et protège l'Algérie et uniquement l'Algérie, contre toute éventuelle menace quelles que soient la nature et l'origine». «Cette ambition qui émane de certaines mentalités vaincues par leur égoïsme et leur ingratitude envers la prestigieuse institution qui les a accueillis, a vu grandir et a formés à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Ils ont exercé, tout au long de leur carrière professionnelle, dans de simples fonctions qui ne leur permettent pas de songer ou d'aspirer à avoir meilleur que cela», a relevé le chef d'Etat-major de l'ANP. Il a ajouté que «de sur-

croit, ces individus se sont permis de s'autoproclamer porte-parole de l'institution militaire et d'être asservis à des parties qui n'accordent aucune considération aux intérêts suprêmes de l'ANP, sachant que porter atteinte à l'Armée de n'importe quelle façon possible, constitue, assurément, un tort contre l'Algérie et son peuple».

Ces individus «font semblant d'oublier que les efforts consentis par l'ANP sont des étapes franchies pour l'Algérie et exclusivement pour l'Algérie», selon le chef d'Etat-major de l'ANP, précisant que «ces étapes s'appuient, en réalité, sur une stratégie clairvoyante, qui a permis de relever les multiples défis auxquels fait face notre région, notamment dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, où la contribution de notre pays et de ses Forces Armées dans la stabilité de la région lui a valu la reconnaissance à l'échelle internationale, où la stratégie et les modes d'action adoptés sont devenus un cas d'école».

«A dire vrai, une Armée avec de telles caractéristiques, de tels efforts professionnels et avec de telles réalisations sur le terrain qui parlent d'elles-mêmes et que nous sommes intimement convaincus qu'elles suscitent un écho favorable au sein de notre peuple sur l'ensemble du pays, une Armée avec cette dimension et cet engagement saura toujours repérer son chemin droit qui concorde avec ses nobles missions constitutionnelles, et saura cerner les contours de la démarche active et rationnelle avec laquelle le parcours vers davantage de réalisations au service de l'Algérie et de son avenir, sera parachevé», a souligné le général de Corps d'armée. «Que tout le monde sache que l'ANP

ne prêterait pas attention, à travers le parachèvement de son processus effectif, à ceux qui ont égaré la capacité d'établir une distinction entre ce qui est personnel et ce qui est national», a-t-il mentionné.

«A ce titre, nous soulignons que la réglementation juridique sert toujours de contrôleur et de gardien contre tout agissement ou dépassement, et elle protégera les intérêts de l'ANP et de l'Algérie. Sur ce, cette réglementation juridique doit rester en vigueur et à travers laquelle notre institution se réserve le droit de faire appliquer à l'encontre de ces individus, les mesures légales appropriées», a ajouté Gaïd Salah. Lors de la troisième journée de sa visite en 2ème Région militaire à Oran, le général de Corps d'armée a observé à l'entrée du siège de la Région, un moment de recueillement à la mémoire du défunt moudjahid Boudjenane Ahmed dit «Si Abbes», dont le siège porte le nom, avant de déposer une gerbe de fleurs devant la stèle érigée à sa mémoire et réciter la fatiha du Saint Coran.

En compagnie du général-major Meftah Souab, Commandant de la Région, le général de Corps d'armée s'est réuni avec les cadres et les personnels de la Région, en présence des représentants des différents services de sécurité, où il a prononcé une allocution d'orientation, diffusée via visioconférence à l'ensemble des unités de la Région, et à travers laquelle il a mis l'accent sur les «missions nobles de l'ANP qui s'attache inamoviblement à les accomplir amplement et parfaitement». A la fin, la parole a été donnée aux cadres et personnels pour s'exprimer, conclut le communiqué.

## PARTIS

# TAJ salue l'initiative de l'Algérie pour la relance de l'UMA

Le Conseil national du parti Tajamoue Amal el Djazaïr (TAJ) a salué, lundi, initiative de l'Etat algérien, sous la direction du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour la relance de l'Union du Maghreb arabe (UMA), la qualifiant de «choix stratégique et de revendication populaire». Dans un communiqué final sanctionnant sa session ordinaire, le Conseil national a exprimé sa satisfaction quant «à l'initiative prise par l'Etat algérien sous la direction éclairée du président de la République pour la relance de l'UMA, la qualifiant de choix stratégique et de revendication populaire, à même de permettre aux pays maghrébins de défendre leurs intérêts communs et de faire face aux enjeux croissants, en sus de répondre aux aspirations et espoirs des peuples maghrébins à davantage d'unité, de complémentarité et d'intégrité».

Le Conseil a exprimé, dans ce sens, son appui «aux positions judicieuses et honorables» de la diplomatie algérienne, laquelle a réussi de par son «efficacité à s'ériger en référence en termes de règlement des différents conflits internes, régionaux et internationaux», insistant sur «l'engagement constant de la diplomatie algérienne à soutenir les causes justes à travers le monde». A cet effet, le Conseil a réitéré sa position «ferme et constante» en faveur de la cause palestinienne jusqu'au recouvrement de sa souveraineté sur son territoire, et l'établissement d'un Etat palestinien avec El Qods pour capitale, préconisant d'amener la communauté internationale à assumer sa «responsabilité», et à hâter l'accès du peuple sahraoui à son droit à l'autodétermination.

Il a appelé, en outre, «tous les frères libyens à adopter la solution politique, en consacrant le dialogue et la réconciliation nationale loin de toute ingérence étrangère». Au volet socio-économique, le Conseil national du parti a exhorté le gouvernement «à accélérer le traitement du phénomène de la migration clandestine, récemment, en recrudescence», et à accorder un intérêt particulier aux jeunes, à la femme et aux cadres en termes de recrutement et de promotions, en favorisant l'investissement et la participation efficace au développement national». L'accent a également été mis sur l'importance de «redoubler d'efforts pour construire une économie nationale, forte, diversifiée et durable».

Après avoir appelé les élus du parti à «honorer leurs promesses vis à vis des citoyens», le conseil a réaffirmé sa participation à l'action politique et à tous les rendez-vous électoraux, plaidant, dans ce sens, pour «la mise en place d'une charte nationale d'éthique visant la moralisation de l'action politique et de la vie publique loin de tout discours creux». La même instance a appelé, à l'occasion de la prochaine présidentielle, le peuple algérien, partis politiques, société civile, personnalités nationales et presse à «faire prévaloir la sagesse loin des intérêts personnels et partisans pour contribuer à l'organisation de ce grand évènement politique dans un climat serein pour faire face à toute tentative visant à ébranler la stabilité et la sécurité du pays. Réitérant son appel au Président Bouteflika pour «poursuivre sa mission à la tête du pays en se portant candidat à la présidentielle 2019», le conseil a indiqué qu'il soutiendrait toute décision prise par le chef de l'Etat à cet effet. Il a, également, salué l'idée d'organiser une conférence pour le consensus national afin de «relever les défis à même d'édifier l'Algérie sous la direction du président de la République».

Pour rappel, le Conseil national de TAJ avait décidé de maintenir sa session ouverte après avoir adopté la vision de l'Algérie à l'horizon 2050, le plan quinquennal 2019-2024 et le programme annuel 2019.

## YENNAYER 2969: Des activités culturelles dans toute l'Algérie



Diverses manifestations culturelles programmées jusqu'au 20 janvier devront marquer la célébration du premier jour de l'an amazigh 2969, correspondant au 12 janvier, et fêté dans toute l'Algérie. Yennayer, une fête ancestrale commune à tous les peuples d'Afrique du Nord, est célébré officiellement à travers l'ensemble de l'Algérie depuis 2018.

Le ministère de la Culture a élaboré, à l'occasion, un programme de festivités officielles assigné aux directions régionales à travers l'ensemble du territoire. Des expositions, concours d'écriture, spectacles de musique et des projections de cinéma en rapport avec la culture et la langue amazighes marqueront les célébrations de Yennayer, prévues du 10 au 14 janvier. Le Haut Commissariat à l'amazighité (HCA), a programmé des festivités dans plusieurs villes d'Algérie. Le coup d'envoi officiel des festivités de Yennayer a été donné mardi à partir de Laghouat, alors que d'autres villes comme Alger, Sétif et Jijel, marqueront l'évènement à travers des activités culturelles et autres animations centrées sur le patrimoine culturel amazigh.

De son côté, l'Office national de la culture et de l'information (Onci) propose un programme alliant expositions, rencontres littéraires et conférences thématiques sur la culture et la langue amazighes à Alger, Oran, Béjaïa, Boumerdes, Tipasa et Constantine. Le Centre des arts-Palais des Rais- (Bastion 23), a anticipé sur les célébrations de Yennayer 2969 en organisant la 2ème Semaine du patrimoine amazigh par une exposition de produits d'artisanat, en plus d'un programme de conférences, lectures poétiques et concours.

L'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) se joint aux festivités de Yennayer en programmant un concert de musique de la chanteuse croate Jasmina Petrovic, et une exposition de peinture d'Amar Amarni à Dar Abdellatif (Alger) outre la projection de films, alors qu'au Palais de la culture Moufidi-Zakaria (Alger), des concerts de musique sont prévus.

L'Établissement Art et Culture de la wilaya d'Alger prévoit un programme d'activités culturelles, incluant des expositions mettant en valeur l'artisanat et le bijou traditionnel, des spectacles de musique et danses folkloriques, des contes traditionnels et des récitals poétiques. Des conférences sur la culture et l'art culinaire amazighes, sont également au programme de ces festivités qui débutent ce mardi à Alger dans les espaces relevant de cet établissement public. L'Office Riad El Feth (Oref) marque cette date par l'organisation d'un concert de musique kabyle vendredi à la salle Ibn Zeydoun à Alger.

Pour sa part, le ministère de la Jeunesse et des Sports a élaboré un programme riche et varié impliquant les jeunes pour célébrer Yennayer dans toute l'Algérie. Des animations artistiques et sportives qui ont débuté mardi dernier, sont programmées à travers la célébration du nouvel an amazigh 2969, qui sera célébré à travers différents centres culturels et sportifs du pays.

Ces festivités, qui se poursuivront jusqu'aux 17 janvier, incluent également des caravanes dédiées au patrimoine, des expositions mettant en valeur l'art culinaire berbère ainsi que des ateliers d'apprentissage de Tamazigh, langue officielle depuis 2016. L'Algérie est le premier pays d'Afrique du Nord à réhabiliter Yennayer, consacré fête nationale depuis 2018 par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

APS

## LE MINISTRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAQFS, MOHAMED AISSA À PARTIR DE BOUIRA : «Yennayer, une fête qui rassemble tous les Algériens»

La célébration du nouvel an berbère et amazigh 2969, après son officialisation par le Président de la République, «est une fête qui rassemble tous les Algériens et qui renseigne sur l'étendue identitaire et historique de l'Algérie», a affirmé hier à Bouira le ministre des Affaires religieuses et des Waqfs, Mohamed Aissa.



L'officialisation de la célébration de Yennayer a permis de «faire échec à toute tentative de dispersion» et le nouvel an berbère «est devenu une fête qui se célèbre dans toutes les wilayas du pays. Il s'agit d'un évènement qui rassemble tous les Algériens», a indiqué le ministre après le coup d'envoi d'une caravane culturelle et artistique de Yennayer qui sillonnera toutes les communes de la wilaya de Bouira. S'exprimant lors d'un point de presse, M. Aissa est revenu sur cette question, expliquant que l'officialisation de Yennayer par l'Etat «était une décision sage» car, a-t-il dit, «elle a bloqué la voie à toutes les tentatives de disper-

sion et elle a pu rassembler tous Algériens autour de leur identité».

«L'Algérie qui a payé un lourd tribut durant la décennie noire et le printemps berbère a su tirer des enseignements grâce au processus de la réconciliation nationale engagé avec succès par le Président de la République M. Abdelaziz Bouteflika», a soutenu le ministre qui a présidé le 3ème séminaire national sur le thème «Les efforts des oulémas algériens dans la promotion de la culture amazighe». Mohamed Aissa a loué, par ailleurs, les vertus de la diversité culturelle dont jouit l'Algérie, soulignant que cette diversité «fait la force et est derrière l'union des

rangs». L'Algérie, «a su se réconcilier et continue de lutter contre l'intégrisme et la dispersion», a souligné dans ce contexte le ministre, qui avait visité une exposition de produits artisanaux berbères et autres produits du terroir organisé au siège des galeries de la ville de Bouira. Au sujet de l'annulation du fonds de la Zakat dans le cadre de la numérisation du secteur des Affaires religieuses et des Waqfs, Mohamed Aissa a expliqué attendre l'avis des commissions de toutes les wilayas du pays afin de pouvoir prendre une décision finale. «L'année 2019 sera une année de la numérisation pour notre secteur, aussi bien

pour le fonds de la zakat comme pour d'autres volets. Ces progrès permettront à tous les usagers du secteur d'en tirer profit», a-t-il dit. Interrogé sur le dossier des transferts administratifs du personnel des affaires religieuses, à l'instar des imams et des Moudarisines (instituteurs), le ministre a tenu à souligner que ce sujet est «très difficile», car, a-t-il relevé, «il est impossible de répondre à toutes les demandes de transfert». Et d'expliquer : «nous allons assainir les situations accumulées depuis 20 ans concernant aussi la prise en charge sociale de certains cas, notamment pour ce qui est du logement», a-t-il dit.

## AFFAIRES RELIGIEUSES : Le ministère a ouvert un dialogue «sérieux, franc et civilisé» avec les imams

Le ministre des Affaires religieuses et des Waqfs, Mohamed Aissa, a affirmé hier à Bouira que son département avait ouvert un dialogue «sérieux, franc et civilisé» avec les représentants du syndicat des imams afin d'examiner les différentes questions socioprofessionnelles. «Le ministère des Affaires religieuses est une institution publique (...) et doit (de ce fait) dialoguer avec le partenaire social pour examiner les doléances des imams», a indiqué M. Aissa, lors d'un point de presse tenu en marge d'une visite de travail à Bouira où il a donné le coup d'envoi des festivités célébrant Yennayer 2969. Il a expliqué que la dernière rencontre qui l'a regroupée avec les représentants du syndicat des imams était un «début» de ce dialogue, tout en se refusant de

divulguer le contenu débattu.

«Je ne peux pas vous révéler le contenu de cette rencontre, car nous sommes en train d'aller ensemble et de façon sérieuse, franche et civilisée vers un dialogue avec le partenaire social», a-t-il dit, en marge d'un séminaire national sur «les efforts des oulémas algériens dans la promotion de la culture amazighe» organisé au siège de la bibliothèque principale de la ville en présence du président du Haut conseil de la langue arabe. Lors du point de presse, le ministre a rappelé que le dialogue avec le syndicat des imams était en cours, signalant que son département pourrait recourir à «l'arbitrage» des institutions de l'Etat ou du secrétariat général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et ce, dans

le cas d'existence de «problèmes relatifs aux doléances des imams».

Il a évoqué, à cette occasion, la question des domaines des waqfs qui, a-t-il dit, «deviendront bientôt un secteur productif et créateur d'emploi après l'entrée en vigueur du dernier décret exécutif», un document qui, selon lui, permettra à l'administration des waqfs d'investir dans ces domaines.

«Nous avons commencé un travail sur le terrain pour l'identification de toutes les parcelles de terrain utiles à l'investissement. Toutes les parcelles qui n'ont pas été aménagées pour abriter des mosquées et des écoles coraniques, seront attribuées aux investisseurs publics ou privés dans le cadre d'un partenariat», a souligné M. Aissa.

## COLLECTIVITÉS

## Bedoui : «Les régions frontalières bénéficieront d'un programme supplémentaire de mise à niveau»

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a affirmé, lundi à Tamanrasset, que les régions frontalières bénéficieront d'un programme supplémentaire de mise à niveau.



S'exprimant lors d'une rencontre avec les représentants de la société civile locale, au terme de sa visite de travail dans la wilaya, le ministre a indiqué que les régions frontalières se verront accorder un programme supplémentaire de mise à niveau, dans le cadre des programmes arrêtés, avec l'implication des différents fonds et l'accompagnement des communes leur permettant de mener les missions économiques nécessaires pour développer la bande frontalière.

«Le gouvernement poursuivra le soutien, les efforts et la mise en œuvre des décisions sur le terrain», a lancé M. Bedoui, soulignant que «la stratégie prônée par le Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, est claire et focalisée, a-t-il précisé, sur la poursuite du développement, l'amélioration des conditions de vie du citoyen en accordant toute l'importance voulue aux régions du

Sud, des hauts plateaux et l'octroi de la priorité totale aux régions frontalières.

«Les populations des régions du Sud du pays aspirent à plus de décentralisation dans la gestion, chose qui a été atteinte à travers la création de nouvelles wilayas déléguées et l'extension des prérogatives des walis délégués, pour prendre en charge leurs attentes», a-t-il souligné.

M. Bedoui a, dans le même sillage, mis en avant l'importance stratégique que revêt la wilaya de Tamanrasset qui, a-t-il dit, constitue «dans la profondeur de l'Algérie, une fenêtre sur l'Afrique».

«Des instructions ont été données pour alimenter toutes les régions de la wilaya de Tamanrasset en gaz naturel», a-t-il encore révélé, appelant à évaluer «la préservation de la stabilité et des acquis réalisés».

Et d'ajouter : «Nous œuvrons à réunir les conditions adéquates pour

assurer le logement, l'emploi et la promotion de la ressource humaine dans la région, et il sera procédé au rattrapage des défaillances de sorte à garantir un développement de proximité».

«Le centre universitaire sera un jour inéluctablement promu au rang d'Université, et le développement auquel nous aspirons conduira inévitablement à un nouveau découpage administratif», a assuré le ministre en réponse à des doléances de la population locale.

De son côté, le ministre des Travaux Publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, a indiqué que «l'Etat accorde une grande importance à cette wilaya frontalière, se traduisant par la mobilisation d'énormes investissements financiers colossales consistant en l'octroi, durant la dernière décennie, d'un volume d'investissement de 103 milliards DA pour la réalisation de routes et l'ouverture d'accès».

### Plusieurs doléances soulevées

Une série de préoccupations ont été soulevées par les représentants de la société civile lors de cette rencontre, et se sont articulées autour notamment de l'encadrement des structures

sportives et le soutien des clubs sportifs de la région, la titularisation des travailleurs au titre des dispositifs d'insertion professionnelle dans les communes, ainsi que la création d'un institut d'agronomie au centre universitaire de Tamanrasset pour répondre aux besoins des activités agricoles dans la région.

La promotion du Centre universitaire au rang d'université, le renforcement de l'équipement des polycliniques de proximité, le subventionnement des billets de transport aérien vers les wilayas du Nord du pays, la réhabilitation de la RN-1 et la création d'un institut de formation paramédicale, sont d'autres doléances exprimées par la population locale.

Accompagné d'une délégation comprenant les ministres des Travaux Publics et des Transports et du Commerce, Abdelghani Zaâlane et Saïd Djellab respectivement, et de l'inspecteur général du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Omar Bourédjouane, M. Noureddine Bedoui a effectué une visite de travail de trois jours l'ayant conduit successivement à la collectivité frontalière de Tinzaouatine et aux circonscriptions administratives d'In-Guezzam et In-Salah puis au chef-lieu de la wilaya. Il a inspecté, lancé et inauguré divers projets et installations socioéconomiques relevant de divers secteurs d'activités.

## ANNABA : Perturbations dans l'alimentation en eau pour pannes des conduites de transfert d'eau



Deux pannes enregistrées au niveau des conduites de transfert d'eau à partir des barrages de Chafia et Meksa (wilaya d'El Tarf), principaux fournisseurs d'eau potable de la wilaya d'Annaba, ont engendré la fermeture temporaire de ces deux ouvrages hydrauliques en vue de procéder à des travaux de réparation, a indiqué, hier, le directeur local des ressources en eau (DRE), Abdennour Ait Mansour.

Le premier incident enregistré a trait à une fuite d'eau importante au niveau de la conduite de transfert du barrage de Chafia, dans la région de Zirizer dans la wilaya d'El Tarf, alors que la deuxième panne enregistrée a pour origine des travaux d'hydraulique réalisés par l'entreprise Sogeroute, a précisé le même responsable.

Les travaux de réparation de ces deux pannes sont actuellement «en cours», en coordination entre les secteurs des ressources en eau, l'Algérienne des eaux (ADE) et l'entreprise Sogeroute, a souligné le responsable qui a fait savoir que ces travaux se poursuivront jusqu'à mercredi, tandis que la réexploitation des barrages et le retour à la normale dans la distribution de l'eau à partir des ouvrages de Meksa et Chafia devrait intervenir «au cours des deux prochaines journées».

Ces deux incidents ont entraîné l'interruption de l'approvisionnement en eau potable des communes d'Annaba, El Bouni, El Hadjar, Sidi Ammar et Seraidi, ainsi que la nouvelle ville Draâ Errich et ce, jusqu'à la fin des travaux de réparation», a affirmé, de son côté, le directeur de l'Algérienne des eaux, Abdelhalim Tebouchi.

La wilaya d'Annaba est principalement alimentée en eau potable à partir des barrages de Chafia et Meksa de la wilaya d'El Tarf, ainsi que par des eaux souterraines qui servent à couvrir les besoins de plusieurs régions et communes d'Annaba, à l'instar de Chetaibi, Teriat, El Fulma, Chorfa et Berahal, a-t-on indiqué.

Par ailleurs, 150 000 m<sup>3</sup> d'eau, dont 40 000 m<sup>3</sup> proviennent des eaux souterraines exploitées par le biais des forages, sont utilisées pour approvisionner journalièrement la population et les unités industrielles de la wilaya d'Annaba.

Inscrit dans le cadre du plan d'urgence consacré à l'alimentation en eau potable dans les wilayas d'Annaba et El Tarf, le projet de réalisation d'une station de dessalement d'eau de mer dans la région de Draouch (El Tarf), d'une capacité de 300 000 m<sup>3</sup> par jour, permettra de couvrir les besoins de la population de la wilaya d'Annaba à raison de 60%.

## INDUSTRIE AUTOMOBILE:

### La hausse de la facture d'importation des collections CKD est «temporaire»

La hausse importante de la facture d'importation des collections CKD destinées à l'industrie de montage des véhicules, durant les 11 premiers mois 2018, est «temporaire», le taux d'intégration nationale étant appelé à augmenter dans les quelques années à venir, a rassuré, hier le secrétaire général auprès du ministère de l'Industrie et des Mines, Kheireddine Medjoubi. Interrogé lors d'un point de presse tenu à l'issue de la cérémonie de signature d'une convention-cadre entre Sonelgaz et le groupe public mécanique AGM, M. Medjoubi a expliqué: «Nous attendons à ce qu'il y ait cette hausse qui ne pourrait être que temporaire, dans la mesure qu'il reste moins de deux ans pour que les acteurs locaux qui activent dans l'industrie de montage réalisent un taux d'intégration de 10% et moins de quatre (4) ans pour atteindre un taux de 40%». Selon lui, les services du ministère de l'Industrie et des mines effectuent des visites de terrain à l'effet d'étudier les propositions des acteurs

locaux dans ce domaine et ce qui sera fait.

«Nous avons des prémices de résultats positifs réalisés par certains acteurs. Cela dit, ces acteurs pourraient très rapidement passer à 40% en matière de taux d'intégration», a ajouté M. Medjoubi, soulignant que les résultats escomptés commencent à se concrétiser. Pour rappel, la facture d'importation des collections CKD destinées à l'industrie de montage des véhicules de tourisme s'est établie à 2,482 milliards de dollars sur les 11 premiers mois de 2018 contre 1,441 milliard de dollars sur la même période de 2017, selon les données du Centre national des transmissions et du système d'information des Douanes (CNTSID).

Ainsi, les importations des véhicules de tourisme (classés dans le Groupe des Biens de consommation non alimentaires) ont augmenté de plus de 1,04 milliard de dollars entre ces deux périodes de comparaison, soit une hausse de 72,3%.

Quant aux importations des véhicules de Transport de personnes et de marchandises et des collections CKD de cette catégorie de véhicules, elle ont également augmenté pour s'établir à 526,64 millions de dollars sur les 11 premiers mois de 2018 contre 413,17 millions de dollars à la même période de 2017.

Les importations des véhicules de transport de personnes et de marchandises et de collections CKD de cette catégorie de véhicules (classés dans le Groupe des Biens d'équipement) ont ainsi connu une hausse de 113,47 millions de dollars (+27,5%).

Ainsi, la facture globale d'importation des collections CKD destinées à l'industrie de montage de ces deux types de véhicules et l'importation des véhicules de transport de personnes et de marchandises (produits finis) s'est chiffrée à près de 3,01 milliards de dollars sur les 11 premiers mois contre 1,85 milliards de dollars à la même période de 2017, en hausse de 1,16 milliard de dollars (+63%).

## FINANCES ISLAMIQUE Le HCI pour une instance nationale religieuse pour l'encadrement de la Finance islamique

Le Haut Conseil islamique (HCI) a suggéré récemment à la Banque d'Algérie un projet relatif aux mécanismes pratiques concernant une instance nationale religieuse pour l'encadrement de la Finance islamique et ce afin d'unifier la jurisprudence suite à l'approbation, par le Conseil de la monnaie et du crédit (CMC) en novembre dernier, d'un règlement définissant les règles applicables aux produits de la finance islamique, a indiqué lundi l'expert international en économie et finances islamiques et membre du HCI, Mohamed Boudjellal.

S'exprimant lors du premier colloque international sur les modes opératoires de la finance islamique (Mofi) tenu à Alger, M. Boudjellal a mis l'accent sur l'impératif de mettre en place les mécanismes pratiques de l'instance nationale religieuse devant encadrer la Finance islamique comme le stipule le règlement 18/2 sans avoir défini davantage de détails, affirmant que le HCI est l'organe chargé de définir ces mécanismes et que le projet a été mis en place et remis à la Banque d'Algérie.

Soulignant qu'à travers le règlement 18/2, le CMC a permis la création de guichets opérant par le principe «finance participative (islamique)» spécifiques aux produits financiers conformes à la Charia, M. Boudjellal a fait savoir que la principale mission de cette instance nationale religieuse est de réaliser l'harmonisation et d'unifier l'opinion juridique concernant les produits financiers.

Il a souligné que la mise en place de guichets dédiés à la finance participative devrait s'articuler autour de trois (3) principes fondamentaux, à savoir «la graduation dans l'application, la consultation dans l'élaboration et l'inclusion de l'ensemble des acteurs économiques et sociaux».

De son côté, le président de l'instance religieuse de la Banque Al Baraka, Maamoun Gacemi a indiqué que le règlement 18/02, qui définit les règles applicables aux produits dits participatifs ne donnant pas lieu à perception ou versement d'intérêt, énonce les catégories de ces produits, à savoir la Mourabaha, Moucharaka, Moudaraba, Ijara, Istisna'a, Salam ainsi que les dépôts en comptes d'investissement.

Cette nouvelle réglementation est susceptible d'attirer un grand nombre de citoyens désirant faire des transactions financières conformes aux principes de la Sharia, a-t-il ajouté.

Il a relevé en outre la nécessité pour chaque banque, disposant de guichets offrant des produits financiers islamiques, d'avoir une instance interne de contrôle en vue de garantir l'adéquation de ces produits avec la Sharia, et ce pour acquiescer la confiance des clients, ainsi qu'une instance nationale extérieure exerçant le contrôle en général.

Pour M. El Kassimi, le succès de la finance islamique réside dans la formation des cadres en la matière avant le lancement des guichets. A ce titre, M. Boudjellal a indiqué qu'il avait supervisé, le 29 décembre dernier, le déroulement des examens au profit de 47 fonctionnaires supérieurs appartenant au secteur bancaire en vue de l'obtention d'un certificat de Financier islamique agréé, ajoutant qu'un examen pareil se déroulerait le 26 janvier afin de permettre la qualification des cadres supérieurs des banques dans le domaine de la finance islamique.

Par ailleurs, le Directeur général d'Al Salam Bank, Nasser Haider a indiqué que les transactions financières participatives désignent le partage et la participation en termes de risques, de responsabilités, d'avantages et de contraintes relatives aux transactions financières, économiques et commerciales.

Les guichets de la finance islamique sont indépendants financièrement des guichets traditionnels, outre l'obligation d'un auditeur interne assurant la conformité de leur produits avec les principes de la Charia, a-t-il ajouté.

Le président du Haut Conseil islamique (HCI), Bouabdallah Ghlamallah a souligné, pour sa part, que «la finance islamique permettra aux citoyens d'épargner leur argent sans aucun souci concernant les intérêts usuraires».

Organisé par le Centre des études et de veille informationnel en technologies de l'information et de la communication, ce colloque intervient «pour renforcer les efforts des pouvoirs publics visant à mettre en place des mécanismes juridiques, financiers et informationnels en vue d'accélérer le processus d'intégration financière au profit des citoyens et des opérateurs économiques».

Cette rencontre vise également l'accompagnement des efforts de modernisation du système bancaire, notamment à travers le parachèvement des réformes bancaires et financières en vue d'améliorer leur efficacité et leur caractère concurrentiel.

## SOUS-TRAITANCE INDUSTRIELLE : Signature d'une convention-cadre entre Sonelgaz et le groupe public AGM

Le groupe Sonelgaz a signé hier à Alger avec le groupe public de l'industrie mécanique (AGM) une convention cadre pour établir des activités de sous-traitance et la fourniture de prestations et services au profit de ses filiales.

La convention cadre a été signée entre les P-dg des deux groupes publics Sonelgaz et Algerian Group of Mechanis (AGM), respectivement MM. Mohamed Arkab et Bachir Dehimi, en présence du ministre de l'Energie, Mustapha Guittouni et le secrétaire général auprès du ministre de l'Industrie et des mines, Kheireddine Medjoubi. Conclue entre les filiales de Sonelgaz et les EPE du groupe AGM, cette convention sera mise en œuvre à travers des contrats d'application, de contrats programmes ou de contrats à commandes. Pour le groupe AGM, ce sont ainsi 29 EPE (activant dans divers domaines industriels) qui seront chargés de réaliser au profit des filiales de Sonelgaz des marchés d'équipements, pièces de rechange et des services associés.

La substitution à terme à l'importation par la promotion de la production nationale et la satisfaction des besoins des sociétés du groupe Sonelgaz, en priorité par la production nationale dans le domaine des équipements, pièces de rechange et services, tels sont les objectifs de cette convention-cadre.

A ces objectifs s'ajoutent la souscription par les EPE du groupe AGM, auprès des filiales de Sonelgaz, toute commande

pouvant répondre à leur besoin, la création de la valeur ajoutée localement ainsi que la sauvegarde de l'emploi, et/ou la création de nouveaux postes d'emploi. Cette convention est régie par la législation et la réglementation algérienne en vigueur.

Toutefois, en cas de leur résiliation ou de leur expiration, les contrats en cours d'exécution demeureront applicables jusqu'à l'achèvement complet des prestations, selon la directrice de la promotion de l'intégration nationale auprès du groupe Sonelgaz. Le suivi et l'évaluation de sa mise en œuvre seront assurés par un comité paritaire, constitué de représentants des deux parties.

La convention est conclue pour une durée de cinq (5) ans et peut être renouvelée après accord des parties. En outre, des prix préférentiels seront accordés par les filiales de Sonelgaz, tandis qu'une coopération technique sera développée avec ces entreprises publiques pour répondre aux besoins de la Sonelgaz en phase avec l'évolution technologique, ont souligné les parties signataires.

Entrant dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, visant la promotion de l'outil national de production,



cette convention devra participer à la promotion de la production algérienne, l'encouragement des PME-PMI locales, la réduction des importations et des transferts de devises, a indiqué M. Guittouni selon qui, une centrale électrique, pour ne citer que cet exemple, est composée de pas moins de 15.000 pièces, qui devraient constituer des marchés pour les industriels locaux. Il a ajouté que son département vise à réaliser un taux d'intégration oscillant entre 70 et 80 %, et ce, dans les cinq (5) années à venir. Ce taux est actuellement entre 50 et 60 %. Pour sa part, le P-dg de Sonelgaz a mis en exergue l'importance de cette action qui devra, selon lui, appuyer le groupe dans sa stratégie visant la promotion de l'intégration nationale dans les domaines de la recherche, de l'engineering et de la maintenance des ouvrages industriels. Le P-dg du groupe AGM, a quant lui, mis en avant l'importance de cette ac-

tion qui donnera la possibilité aux 29 filiales du groupe de fournir leurs services au profit des entreprises nationales. Le secrétaire général auprès du ministre de l'Industrie et des mines a souligné lui, l'impératif de généraliser cette opération à d'autres secteurs économiques, d'autant que le pays vise à substituer la production locale à l'importation. Pour rappel, le groupe AGM avait déjà conclu plusieurs conventions avec des entreprises nationales dont celle signée en 2017 avec le groupe Sonatrach pour la réalisation de prestations de services et de travaux pour cette compagnie pétrolière et de ses filiales. D'une durée de cinq (5) ans, la convention avait concerné globalement 23 EPE relèvent et spécialisées dans la mécanique industrielle qui avaient pour mission de réaliser pour le compte de Sonatrach et de ses filiales des marchés d'équipements, pièces de rechange et des services associés.

## FONCIER INDUSTRIEL : Une taxe de 5% pour les bénéficiaires des terrains non exploités

Tout bénéficiaire d'un terrain à vocation industrielle demeuré inexploité pendant plus de trois (3) ans est soumis à une taxe annuelle de 5% de la valeur vénale du terrain concerné, indique un décret exécutif publié au *Journal officiel* n° 77.

Ce nouveau texte définit les conditions et les modalités d'application des dispositions de l'article 76 de la loi de finances complémentaire pour 2015, modifié et complété, instituant une taxe à la charge de tout bénéficiaire de terrain viabilisé à vocation industrielle situé en zones industrielles ou en zones d'activités, mis sur le marché par voie de cession par les organismes aménageurs publics, demeurés inexploités.

Le décret exécutif précise que la taxe visée est due annuellement par tout bénéficiaire de terrain demeuré inexploité pendant une période supérieure à trois (3) ans, à compter de la date de son attribution.

Le montant de cette taxe est fixé à 5% de la valeur vénale du terrain, précise le texte. Ce décret définit le terrain viabilisé comme «tout terrain desservi par un réseau de voirie, d'assainissement et d'alimentation en eau potable». Est considéré terrain inexploité «tout terrain dont le projet d'investissement prévu n'est pas entré en exploitation totale ou partielle».

L'exploitation partielle écarte pour sa part définie par tout projet dont le niveau des acquisitions de moyens de production permet de produire, même partiellement, dans les conditions et normes fixées par la législation et la réglementation régissant l'activité exercée et pour laquelle le terrain a été affecté.

De plus, le texte indique que les services de la Direction chargée de l'industrie, territorialement compétente, sont tenus d'effectuer des visites aux niveaux des zones industrielles et des zones d'activités pour procéder aux vérifications et

aux contrôles qu'ils jugent utiles, à l'effet de recenser annuellement les terrains inexploités.

Ces services sont habilités à recueillir toute information auprès des administrations et organismes compétents permettant d'identifier le propriétaire du terrain inexploité.

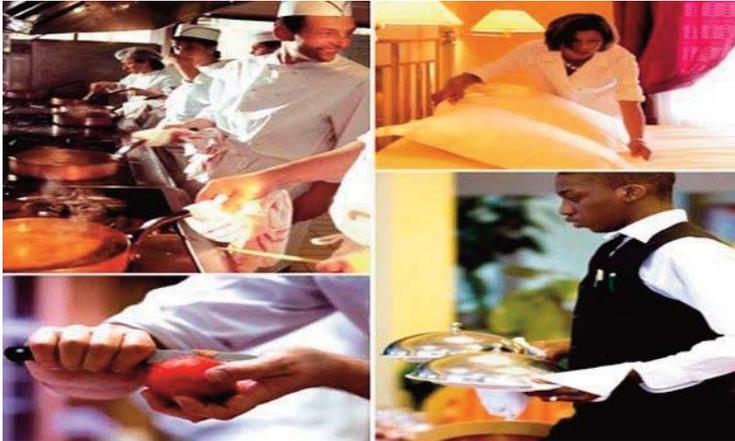
Dans ce cadre, les services de la direction chargée de l'industrie territorialement compétente peuvent solliciter l'appui de la force publique, par le biais du wali territorialement compétent, en cas d'entrave à l'exercice de la constatation.

Un registre de suivi des opérations de constatation de terrains inexploités est tenu par les services de la direction chargée de l'industrie, note le texte.

En outre, le décret exécutif vise que la perception de cette taxe de 5% «n'exempte pas le bénéficiaire du terrain des éventuelles poursuites judiciaires pour la résiliation de la transaction».

## ORAN : L'ESHRA accueillera la deuxième promotion d'étudiants en mars

L'École supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Algérie (ESHRA), basée à Oran, accueillera en mars une deuxième promotion de stagiaires, a-t-on appris hier de la direction locale du tourisme et de l'artisanat.



Une trentaine d'étudiants sont attendus pour entamer un cursus de formation technique dans le domaine, a indiqué à l'APS le directeur local du tourisme et de l'artisanat, Belabes Kaïm Benamar. L'ESHRA, qui a accueilli une première promotion d'étudiants en novembre dernier, est la deuxième école de tourisme à l'échelle nationale après celle d'Alger. «Cet acquis vient accompagner la dynamique enclenchée ces dernières années, à Oran autour du tourisme, avec l'objectif d'en faire une destination touristique d'excellence», a estimé la même source. M. Kaïm Benamar a, par ailleurs, souligné la nécessité d'une meilleure exploitation des ressources humaines afin de répondre aux besoins d'une main d'œuvre qualifiée et spécialisée qu'exprimeront à l'avenir, les différents projets touristiques et hôteliers, en cours de réalisation. L'accès à l'école est conditionné par l'obtention du baccalauréat et la réussite aux tests d'admission. La formation initiale (DTS) à l'ESHRA d'Oran est dispensée pendant deux années avec des offres de cycles de courte durée à la

carte pour les établissements hôteliers, souligne-t-on. La wilaya d'Oran connaît une dynamique particulière en matière d'infrastructures touristiques. Pas moins de 170 projets sont en cours de réalisation. «Le taux d'avancement des travaux de certains projets a atteint les 99% et quelque 14 établissements hôteliers seront réceptionnés d'ici à la fin de l'année 2019», a rappelé le même responsable. Globalement, les 170 projets en question seront livrés d'ici à l'année 2021, qui coïncidera avec l'organisation, à Oran,

de la 19e édition des Jeux méditerranéens.

Grâce à ces réalisations, le parc hôtelier de la wilaya sera constitué, dans les trois prochaines années, de plus de 300 hôtels toutes catégories confondues offrant une capacité d'accueil de plus de 40.000 lits. «Tout cela, nous pousse à accorder une importance particulière à la formation car toutes ces infrastructures modernes exigent un personnel qualifié pour assurer leur bon fonctionnement», a encore souligné le directeur du tourisme et de l'artisanat de la wilaya d'Oran.

## AÏN TÉMOUCHENT : Le tourisme, un des facteurs du développement durable

La wilaya d'Aïn Temouchent mise sur la valorisation et l'exploitation de ses atouts touristiques pour promouvoir ce secteur afin qu'il devienne un facteur de développement durable pour la région. La wilaya recèle d'importantes potentialités avec une façade maritime de 80 km de long, des sites et vestiges historiques importants témoins de l'histoire tumultueuse de la région et une position géographique privilégiée, du fait qu'elle se situe entre Oran et Tlemcen, deux pôles importants de l'ouest du pays. Toutefois, le secteur du tourisme n'avait pas bénéficié d'un important intérêt, jusqu'à aujourd'hui. En effet, les autorités locales ont fait preuve d'une volonté grandissante de redynamiser le secteur pour en faire une ressource économique et une donnée incontournable dans l'équation du développement. Les plages temouchentaises ont accueilli, lors de la saison estivale 2018, quelque 16 millions d'estivants. La wilaya a occupé la 3ème place en termes d'affluence à l'échelle nationale après Oran et Boumerdes, a rappelé le directeur du Tourisme et de l'Artisanat, Hamouda Maameri. Cette 3ème place est le résultat de la stratégie adoptée par les responsables locaux du secteur pour faire d'Aïn Temouchent un pôle touristique par la mise sur pied de mécanismes visant à encourager l'investissement dans le domaine touristique et améliorer la qualité des services offerts aux visiteurs et aux touristes. L'accent a été mis également sur les mécanismes de promotion touristique, en s'appuyant sur les agences touristiques locales appelées à commercialiser le produit touristique local, ainsi qu'à le faire découvrir au grand public par le biais des TIC et des réseaux sociaux.

### Du tourisme toute l'année

Concrètement, la wilaya dispose de 25 établissements hôteliers d'une capacité d'accueil globale de 3.800 lits ainsi que 20 agences de voyages et de tourisme. Ces structures sont des vecteurs incontournables pour promouvoir le tourisme, a estimé le responsable du secteur. L'enjeu actuel pour la direction chargée du secteur est d'assurer une activité touristique tout le long de l'année et ne pas se limiter uniquement à la seule saison estivale. Cette démarche, selon M. Maameri, doit être assurée en collaboration avec les collectivités locales, qui trouveront des sources supplémentaires pour améliorer leurs trésoreries. Pour l'année 2019, le parc hôtelier de la wilaya sera renforcé par quatre nouveaux hôtels de haut standing sur les plages de Rachgoun (Béni Saf), Sassel (Ouled Boudjemaa) et Terga. Ils offriront quelque 1.500 lits supplémentaires. Ces projets ont nécessité un investissement de 2,6 milliards DA et permettront la création de 200 emplois permanents outre des emplois saisonniers. «Ces nouveaux hôtels enregistrent des taux d'avancement appréciables de leurs travaux. Ils apporteront une valeur ajoutée à l'activité touristique locale, puisqu'à eux seuls, ils offriront le tiers de la capacité d'accueil existant actuellement dans la wilaya», a souligné Hamouda Maameri. Outre l'accompagnement de différents investissements hôteliers, le secteur du tourisme sera marqué par l'encouragement de projets de divertissement comme les parcs d'attractions et ceux des jeux aquatiques. Ce créneau devra créer une dynamique au tourisme tout au long de l'année et faire de la wilaya une zone touristique par excellence. Afin d'encourager les investissements, dix zones d'expansion touristique (ZET) s'étendant sur une surface globale de 1.901 has ont été créées. Celles-ci doivent abriter des projets d'investissement. Dans ce contexte, l'aménagement partiel de la ZET de Bouzadjar a atteint un taux important d'avancement alors que celui des ZET de Rachgoun et de Terga sont en cours de lancement, a-t-on expliqué.

### Une offre diversifiée

Dans le même contexte, les responsables du secteur poursuivent l'assainissement du foncier touristique par le biais de comités de contrôle, veillant au respect des engagements des investisseurs et à la concrétisation de leurs projets touristiques sur le terrain. Pour l'année 2019, les responsables du secteur misent sur la relance du tourisme intérieur et sa promotion. Outre l'offre balnéaire qui draine un nombre considérable de touristes nationaux, Aïn Temouchent veut jouer pleinement la carte du tourisme thermal, avec la station de Hammam Bouhadjar, exploitée tout le long de l'année. Cette station thermale relevant du secteur public dispose d'un hôtel et des bungalows offrant une capacité d'accueil de 214 lits. Des travaux de réaménagement et de rénovation ont été lancés en vue de la modernisation du site pour assurer aux curistes des prestations de services de qualité. Les sites archéologiques et historiques représentent également des créneaux à investir pour attirer les visiteurs. Parmi ces lieux figurent le site archéologique de Siga, le tombeau et sépulture royale de Syphax, qui a fait récemment l'objet d'un colloque international, organisé par le Haut Commissariat à l'Amazighité (HCA). Pour l'année prochaine, il sera également question d'investir dans le créneau du patrimoine en réhabilitant les waadas, qui drainent de milliers de visiteurs, les lieux de culte comme les nombreuses zaouïas ou encore le tourisme écologique. Pour ce dernier vecteur, les responsables du secteur citent le cas de l'île Ceïla, située face à la plage de Rachgoun et s'étendant sur 14 has en cours d'exploitation comme espace écologique protégé au titre du mécanisme de promotion touristique. Il s'agira également d'encourager le tourisme balnéaire par l'utilisation des bateaux-mouches, des bateaux restaurants et autres attractions. Par ailleurs, l'artisanat reste un élément principal devant accompagner la dynamique touristique par laquelle les autorités de tutelle veillent à mettre en exergue le produit local dans le cadre des manifestations régionales, nationales et des rendez vous internationaux et à compter sur les gérants d'hôtels pour créer des espaces d'exposition et de commercialisation de l'artisanat local.

## INDUSTRIE

### Un guide de l'industrie nationale verra le jour avant la fin du premier trimestre 2019

Un guide de l'industrie nationale devra voir le jour avant la fin du premier trimestre 2019, a annoncé hier à Alger le secrétaire général auprès du ministère de l'Industrie et des mines Kheireddine Medjoubi. «Le ministère de l'Industrie et des mines travaille actuellement sur un guide de l'industrie nationale devant servir de base de données de tout le potentiel industriel national.

Sa mise en place est prévue avant la fin du premier trimestre 2019», a expliqué M. Medjoubi, lors d'un point de presse tenu en marge de la cérémonie de signature d'une convention-cadre entre Sonelgaz et le groupe public mécanique AGM.

A signaler que cette annonce intervient en réaction de la remarque faite par le



ministre de l'Énergie, Mustapha Guitouni qui déplorait le manque de guide industriel, alors que le pays mise beaucoup sur l'intégration industrielle nationale à l'effet de substituer la production locale à l'importation.

«On est en train d'importer des pièces alors qu'elles sont produites localement. Chose qui n'est pas normale. Il faut qu'il y ait un guide dé-

taillé et mis à jour régulièrement sur tout ce qui se réalise en Algérie dans le domaine industriel», a souligné M. Guitouni. Devant servir de «pièce maitresse» pour réussir la politique nationale visant la promotion de la production nationale, ce guide, selon le ministre, devra être vulgarisé et mis au service des acteurs économiques locaux.

## FORMATION PROFESSIONNELLE À EL TARF :

### Près de 3.900 postes pour la session de février

Pas moins de 3.895 postes pédagogiques sont proposés dans le secteur de la formation professionnelle pour la session de février prochain, a indiqué lundi, le chef de bureau chargé du suivi de la formation auprès de la direction locale du secteur.

Cet éventail de postes de formation dont 2.865 postes dans la filière diplômante et 1.030 autres qualifiantes, englobe 197 spécialités dont neuf (9) nouvelles, réparties sur 190 postes de formation, a ajouté M. Ali Teguida. Les spécialités nouvelles intéressent les domaines de l'agriculture, l'hôtellerie et le tourisme, l'électricité et les métiers de l'eau et l'environnement, a précisé la même source en signalant que les branches dominantes sont celles liées à la spécificité de cette région, à savoir l'agriculture et le tourisme et l'hôtellerie.

«Les formations proposées sont bien étudiées et adaptées à l'offre existante sur le marché local de l'emploi», a assuré, de son côté, à l'APS, le directeur local du secteur Abdelwahab Hadji, rappelant que la révision de la nomenclature de la formation professionnelle, à la fin du mois de décembre dernier, a accordé un «intérêt particulier» aux demandeurs de formation justifiant un niveau d'instruction réduit.

Les inscriptions débutées dimanche devront se poursuivre jusqu'au 16 février, a-t-il également noté en indiquant qu'elles seront suivies de trois journées de sélection et d'orientation entre les 17 et 19 février, «juste avant la rentrée officielle qui aura lieu le 24 février».

La wilaya d'El Tarf qui a enregistré en septembre dernier, plus de 5.600 stagiaires à travers 251 sections de formation, compte, a-t-il rappelé, 18 établissements dont 03 instituts nationaux spécialisés dans la formation professionnelle (INSFP), 12 CFPA et 03 annexes, d'une capacité globale théorique de 4.575 postes pédagogiques et 920 lits.

## BATNA : Près de 320 cadres des forêts en formation pour maîtriser les équipements modernes de lutte anti-incendie

Quelque 320 cadres du secteur des forêts ont entamé à l'École nationale des forêts de Batna, une formation pour maîtriser les techniques et équipements les plus modernes de lutte anti-incendie, a-t-on appris lundi du directeur de cette école, Othmane Briki.

Débutée dimanche, cette formation d'un mois cible tous les officiers et les sous-officiers du secteur des forêts, venus de toutes les régions du pays, afin de leur permettre de maîtriser les équipements récemment acquis par la direction générale des Conservations des forêts pour lutter contre les incendies, a indiqué le responsable.

Répartis en quatre groupes, les participants à cette session de formation baptisée au nom du chahid Mustapha Ben Boulaid, alterneront cours théoriques et enseignements pratiques devant les aider à mener à bien leurs missions et connaître le cadre juridique pour intervenir face à la moindre agression visant le patrimoine forestier, a expliqué M. Briki.

Le directeur de l'École nationale des forêts de Batna a, dans ce contexte, révélé que selon le règlement de la conservation des forêts, tous les participants seront promus au rang supérieur à l'issue de cette formation.

Par ailleurs, tous les participants ont unanimement souligné l'importance de cette formation pour acquérir de nouvelles compétences afin de protéger le patrimoine forestier à travers toutes les wilayas du pays et de faire en sorte que cela puisse profiter à l'environnement et à l'économie nationale.

APS

## M'SILA : Attribution avant la fin du premier trimestre de plus de 7.600 logements publics locatifs

Un total de 7.618 logements publics locatifs (LPL), sera distribué dans la wilaya de M'sila, avant la fin du premier trimestre de l'année en cours, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.



Ce quota jugé «important» est réparti sur 24 communes de cette wilaya, a précisé la même source, soulignant que l'opération d'étude des dossiers des futurs bénéficiaires «était en cours».

Les services de la wilaya ont ajouté que jusque-là, plus de 15.000 dossiers de demandeurs de logements ont été recensés au chef-lieu de wilaya où plus de 1.200 unités seront attri-

buées. Des instructions ont été données par le chef de l'exécutif local aux comités de daïras chargés d'attribution des logements, pour accélérer la procédure d'étude des dossiers des demandeurs de ce type d'habitat, a-t-on fait savoir.

Les services de la wilaya ont attesté que des efforts sont déployés actuellement pour le parachèvement des travaux de rac-

cordement aux réseaux divers d'électricité et du gaz naturel, d'eau potable et d'assainissement afin de garantir la livraison d'habitations disposant de toutes les commodités nécessaires.

Rappelons qu'un programme de logements constitué de 17.489 unités, tous segments confondus est en cours de concrétisation dans diverses communes de la wilaya dont

17.492 LPL seront réceptionnés «avant la fin du premier semestre de l'année en cours».

Pas moins de 87.633 logements tous segments confondus dont 33.670 LPL ont été réalisés dans la wilaya de M'sila entre les années 2005 et 2018, ce qui a permis de réduire le taux d'occupation par logement (TOL) de 5,5 personnes à 4,5 a conclu la même source.

## SKIKDA : Production prévisionnelle de plus de 200.000 quintaux de pomme de terre d'arrière-saison

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Skikda prévoit la réalisation au titre de la campagne agricole en cours d'une production de 238.000 quintaux de pomme de terre d'arrière-saison destinés à la consommation, a-t-on appris lundi d'un cadre relevant de ce secteur.

L'opération d'ensemencement de la pomme de terre d'arrière-saison, réalisée entre les mois d'août et septembre derniers notamment dans les daïras d'El Harrach et de Ben Azouz, a ciblé une superficie globale de 1.190 hectares, pour un rendement attendu de plus de 200 quintaux par hectare, a précisé à l'APS le chargé de l'information et de la communication de la DSA, Rabah Me sikh.

La récolte de pomme de terre d'arrière-saison réservée aux semences prévue au titre de cette sai-

son, atteindra 16.200 quintaux, contre une production estimée à 705 quintaux enregistrés l'année précédente sur superficie de 5 hectares, ajoute le même responsable. La récolte de pomme de terre attendue cette année, a affirmé M. Me sikh, connaîtra «une hausse sensible» par rapport à celle recensée à la dernière campagne, ou la production de ce légume a atteint 171.000 quintaux.

Il a indiqué à ce propos que le climat adéquat de la région, l'augmentation de la surface cultivée passant de 750 hectares à 1.190 hectares, la maîtrise de l'itinéraire technique de cette filière par les agriculteurs ainsi que la disponibilité des engrais en quantités suffisantes sont les facteurs qui ont favorisé l'augmentation de ce produit alimentaire de base. Considérée comme une production

très demandée par le citoyen, la récolte de pomme de terre d'arrière-saison, «pourrait couvrir les besoins du marché local», a-t-on fait savoir.

Les grandes quantités disponibles de pomme de terre et la redynamisation du dispositif de régulation des produits agricoles à large consommation mis en place par l'Etat sont «en mesure de contribuer à baisser les prix de ce légume qui a atteint jusqu'à 80 Da par kg», a expliqué la même source.

Les prix de la pomme de terre ont chuté récemment dans les marchés de Skikda et le légume est cédé à 40 Da, après la mise sur les marchés locaux des premiers quintaux de la pomme de terre de pomme d'arrière-saison, a-t-on signalé des services de la DSA.

## BORDJ BOU-ARRÉRIDJ : La faiblesse des taux de consommation des crédits entrave le développement

La faiblesse des taux de consommation des crédits dans le budget annuel réservé à la wilaya de Bordj Bou Arréridj, «ne dépassant pas les 37%» a privé plusieurs communes de nouveaux projets de développement, a-t-on indiqué lundi dans un rapport d'évaluation d'un conseil de wilaya élargi.

Des entraves administratives et la mauvaise ges-

tion des Assemblées populaires communales (APC) entravent le processus de développement dans les collectivités locales s'agissant notamment des projets de mise à niveau et de raccordement aux réseaux d'eau potable, selon le rapport. Le chef de l'exécutif local, Amor Bekkouche qui a présidé cette réunion a donné des instructions

fermes aux présidents des APC à l'effet d'atteindre des taux considérables de consommation des crédits destinés au développement notamment à travers les communes accusant des retards en la matière, El Mehri, Bendaoud et Tarrag. Le même responsable a évoqué dans ce sens «un déficit de coordination entre les APC et les directions exécutives» ce qui a annulé

l'inscription de près de 59 projets dans le cadre du développement et 13 projets dans divers programmes sectoriels importants.

La régularisation des créances des entreprises de réalisation des différents projets a été également parmi les instructions données au cours de cette réunion de l'exécutif élargi.

## ACCIDENTS DE LA ROUTE: 7 morts et 67 blessés à Alger en décembre dernier

Les services de la Sûreté publique de la wilaya d'Alger ont enregistré, décembre dernier, 60 accidents de la circulation ayant causé 07 décès et 67 blessés, a indiqué lundi un communiqué de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya d'Alger.

Le service de la Sûreté publique a enregistré, décembre dernier, 64 accidents de la route survenus à la wilaya d'Alger ayant fait 7 morts et 67 blessés, a précisé le communiqué, imputant ces accidents à plusieurs facteurs, notamment les excès de vitesse, les dépassements et manœuvres dangereux outre le non respect des passages piétons et la distance de sécurité.

Concernant les délits liés à la route, la même source fait état de l'enregistrement de plusieurs délits routiers, dont 32 relatifs à la conduite sans permis de conduire requis pour le véhicule concerné, 32 pour non soumission du véhicule au contrôle technique périodique, 25 pour les cas de transport de personnes ou de marchandise sans licence, 67 délits relatifs à l'absence de carte grise, 32 délits relatifs à l'absence de vignette, 132 délits relatifs à l'absence de quittances d'assurance et 122 délits relatifs à l'absence de procès verbal de contrôle technique du véhicule. Selon le bilan, il a été enregistré 76 contraven-



tions pour conduite en état d'ébriété, stationnement dangereux (1785), stationnement dangereux sur les passages pour piétons (53), et 107 délits relatifs au non respect des normes de la plaque d'imma-

trication. Les mêmes services ont enregistré 554 infractions relatives à la non utilisation de la ceinture de sécurité, 301 infractions relatives au non port du casque, 56 infractions relatives à la

circulation sur la bande d'urgence sans qu'il soit nécessaire et 76 infractions pour défaut de feux arrière outre 54 autres pour phares avant défaillants, a noté le communiqué.

### HIER À 07H16

## Un tremblement de terre de 3,2 degrés enregistré dans la wilaya de Aïn Defla

Un tremblement de terre d'une magnitude de 3,2 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistré hier matin à 07h16 dans la wilaya d'Aïn Defla, a indiqué le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG) dans un communiqué.

L'épicentre du séisme a été localisé à 5 km au sud-est de la localité de Tarik Ibn Ziad (wilaya d'Aïn Defla), précise la même source.

Lundi soir, une secousse tellurique d'une magnitude de 3 degrés a été enregistrée dans la même localité de Tarik Ibn Ziad.



### ALGER

## Deux morts et trois blessés dans l'effondrement d'une dalle en béton d'un chantier à Alger

Deux personnes sont décédées et trois autres blessées, hier matin, suite à l'effondrement d'une dalle en béton d'un chantier au niveau de la commune de Rahmania dans la wilaya d'Alger, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. «Une dalle en béton d'un chantier s'est ef-

fondrée, ce matin à 7h00mn, au niveau de la commune de Rahmania à Alger, causant le décès de deux personnes et trois autres ont été blessées», précise la même source. Les victimes de l'accident ont été évacuées vers l'hôpital de Douira, ajoutent les services de la Protection civile.



### LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ:

## 129 personnes interpellées pour trafic de stupéfiants et port d'armes blanches

Quelque 129 personnes ont été interpellées par les forces de police pour trafic de stupéfiants et port d'armes blanches lors d'opérations contre la criminalité, menées à Alger, Djelfa et Mascara, indique lundi un communiqué des services de la Sûreté nationale. A Alger, les éléments

de la sûreté de wilaya ont mené des opérations de police, durant les dernières 72 heures, à travers les différents quartiers de la capitale, qui se sont soldées par l'interpellation de 127 individus suspects et la saisie de 175 comprimés psychotropes et 27 armes blanches, précise la même

source. Les éléments de police des sûretés de wilaya de Djelfa et Mascara ont procédé, dans le même contexte, et suite à l'exploitation d'informations, à l'interpellation de 2 individus qui s'adonnaient au trafic de stupéfiants et à la saisie de 314 comprimés psychotropes.

### OUARGLA :

## Un mort et 15 blessés dans un accident près de Témacine

Une personne a trouvé la mort et 15 autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu lundi près de Témacine (150 km Nord d'Ouargla), a-t-on appris des services de la protection civile.

Une collision entre un minibus de transport de voyageurs assurant la liaison Goug-Tougourt et un véhicule léger a causé la mort sur le coup d'une femme (39 ans) et des blessures, à différents degrés de gravité, à 15 autres personnes, a-t-on précisé.

Le corps de la victime a été déposé à la morgue de l'établissement public hospitalier Slimane Amirat à Touggourt, tandis que les blessés ont été évacués à la polyclinique de Témacine, a ajouté la source. Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie pour préciser les circonstances de l'accident.

### EL TARF :

## Repêchage d'un corps sans vie sur la plage Briche à Berrihane

Un corps sans vie a été repêché, le week-end dernier, au niveau de la plage Briche, relevant de la commune de Berrihane dans la wilaya d'El Tarf, a-t-on appris lundi auprès du groupement territorial de la gendarmerie nationale.

La victime a été repêchée dans un état de décomposition très avancé dès l'alerte donnée, a précisé la même source, relevant que la dépouille a été acheminée à la morgue de l'hôpital de la ville pour les besoins de l'autopsie.

Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer avec exactitude les circonstances exactes de ce drame, a-t-on également indiqué.

Il est à rappeler que quatre cadavres sans vie ont été repêchés dans l'espace d'un mois au niveau des plages d'El Aouinet Kouka et Henaya relevant toutes les deux de la daïra de Ben M'Hidi, et une autre à Boufkirina, daïra d'El Kala.

### ACCIDENT DE LA ROUTE:

## 4 morts et 61 blessés pendant le week-end en zones urbaines

Quatre (4) personnes ont trouvé la mort et 61 autres ont été blessées dans 56 accidents de la circulation survenus en zones urbaines pendant le week-end, a indiqué lundi un bilan des services de la Sûreté nationale.

Le facteur humain est la cause principale de ces accidents, selon ces mêmes services.

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) appelle les usagers de la route, à faire preuve de prudence et de vigilance, au respect du code de la route et à la limitation de vitesse, sans oublier de soumettre les véhicules à un contrôle régulier.

## VIETNAM: Près de 40.000 vols annulés par les compagnies aériennes locales en 2018

Un total de 39.632 vols ont été annulés par les principales compagnies aériennes vietnamiennes en 2018, en hausse de 13,4% par rapport à 2017, a indiqué l'Administration de l'aviation civile du Vietnam (CAAV).



Les quatre compagnies aériennes, Vietnam Airlines, Vietjet, Jetstar Pacific et VASCO, ont opéré 296.516 vols en 2018, soit une hausse de 9% par rapport à 2017. La compagnie low-cost Vietjet a affiché le nombre le plus élevé de vols annulés en 2018 avec 18.746 vols sur les 118.923 exploités par la compa-

gnie, a précisé la CAAV. Le transporteur national, Vietnam Airlines a enregistré 13.790 vols annulés sur un total de 128.236 vols opérés, soit un taux de 10,8%, a ajouté la même source. Jetstar Pacific a quant à elle signalé 6.636 vols annulés, soit 18,5%, et VASCO a enregistré 460 annulations sur ses 13.524 vols effectués, soit un

taux de 3,4%, le plus faible parmi les quatre compagnies vietnamiennes. Selon la CAAV, le retour tardif des avions a été la principale cause des annulations, suivie par les infrastructures et les services limités des aéroports, la gestion des vols, ainsi que les conditions météorologiques et les incidents techniques.

## PAPOUASIE: Le volcan Manam entre en éruption



Un des volcans les plus actifs de Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Manam, est entré en éruption projetant des roches volcaniques sur des villages en contrebas, ont annoncé mardi les autorités. Des secousses telluriques autour du Manam ont déclenché l'alerte lundi et l'éruption a débuté peu après, a annoncé hier l'Observatoire de volcanologie de Rabaul.

L'éruption se poursuivait mardi, a précisé Ima Itikarai, de l'Observatoire, cité par des médias. Le volcan a commencé le mois dernier à cracher de la fumée et des cendres. Cette éruption provient du cratère principal et la lave se déverse dans une vallée à proximité, avec en outre des projections intermittentes de pierres volcaniques sur les vil-

lages voisins, rapporte le site internet Loop PNG cité par l'Observatoire. Située au point de rencontre de deux plaques tectoniques, la Papouasie-Nouvelle-Guinée connaît une intense activité volcanique. Notamment dans ses îles. Le journal The National rapporte que certains des habitants de Manam évacués il y a 15 ans sont retournés sur l'île en dépit des risques, en raison de problèmes pour vivre dans les endroits où ils avaient été réinstallés. L'île Manam est un cône volcanique qui culmine à plus de 1.800 mètres en mer de Bismarck, au nord de l'île principale de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Une des dernières grandes éruptions, en novembre 2004, avait entraîné l'évacuation de 9.000 personnes.

## HONG KONG Un pétrolier en flammes au large de Hong Kong, au moins un mort



Au moins une personne a trouvé la mort mardi dans un pétrolier en flammes au large de Hong Kong, et plusieurs autres souffrent de brûlures, a annoncé la police. Vingt-et-une personnes ont pu être secourues après être tombées à l'eau ou s'y être jetées, a précisé un porte-parole de la police, cité par des médias.

Plusieurs personnes souffrent de brûlures. On ignore s'il y a des disparus. La police de Hong Kong a diffusé une photo du pétrolier en flammes, qui gîte dangereusement et d'où émane une épaisse colonne de fumée noire, indiquant avoir reçu en fin de matinée, des informations sur l'explosion d'un pétrolier au sud de l'île de Lamma, au sud-ouest de l'île de Hong Kong.

Selon des médias, une explosion «s'est produite» sur le pétrolier, «Aulac Fortune». Le site du département des Affaires maritimes de Hong Kong indique que ce navire est arrivé dans la nuit de lundi à mardi à 02H58 au mouillage de Lamma Sud.

Pour le site MarineTraffic.com, le pétrolier «immatriculé au Vietnam», avait quitté lundi Dongguan, un port industriel du sud de la Chine. D'après le South China Morning Post, les autorités ont déployé des navires de la police, des pompiers et un hélicoptère pour les opérations de secours.

## MEXIQUE: La police sauve 159 migrants détenus en captivité

Un groupe de 159 migrants d'Amérique centrale, dont 62 mineurs, détenus en captivité, dans une région rurale du Mexique, par une bande organisée de Mexicains et Guatémaltèques, ont été secourus par la police, ont indiqué les autorités, citées mardi par des médias. Les victimes, de différentes nationalités, «ont affirmé avoir payé 45.000 pesos (2.000 euros) afin d'être emmenés à Tijuana (une ville située à la frontière avec les Etats-Unis), ce qu'ils n'ont pas fait», a expliqué lundi lors d'une conférence de presse Fernando Rosales, secrétaire d'Etat à la Sécurité publique.

Des membres de cette bande organisée ont été placés en détention par le procureur de Puebla, la capitale de l'Etat de Puebla, au centre du Mexique.

Les sans-papiers, qui étaient détenus dans un bâtiment dans la ville d'Acajete, sont tous en bonne santé et devraient être pris en charge par l'Institut national de l'immigration, d'après la même source.

## VAGUE DE FROID EN GRÈCE: 3 morts, des écoles fermées dans plusieurs régions

Les écoles ont fermé leurs portes, hier, dans plusieurs régions grecques à cause de la vague de froid exceptionnelle qui s'abat sur le pays où trois personnes ont trouvé la mort dans leur voiture emportée par les pluies, ont rapporté des médias locaux. Trois personnes sont mortes, dimanche, près de la capitale Athènes alors qu'elles se trouvaient dans leur voiture emportée par une inondation. Dans le nord de la Grèce à titre

d'exemple, la plupart des établissements scolaires resteront fermés afin d'éviter d'éventuels accidents, a indiqué la presse locale. Plusieurs routes sont également coupées à la circulation suite aux chutes abondantes de neige, ajoute la même source. Depuis le week-end dernier, le pays qui fait face à une vague de froid prolongée, a affiché des pics descendant par endroit jusqu'à -18 et de nombreuses régions sous la neige.

## CHINE: 20 enfants agressés au marteau dans leur école à Pékin



Vingt enfants ont été blessés mardi dans une école primaire à Pékin, dont trois grièvement par un individu armé d'un marteau, a annoncé la municipalité du quartier. Selon les autorités du quartier de Xicheng, dans l'ouest de la capitale chinoise, les jours des trois enfants les plus grièvement blessés ne sont pas en danger et leur état est stable.

L'agression survenue à 11H17 (03H17 GMT), a été perpétrée par un homme «muni d'un marteau», ont affirmé des

médias locaux. Il a été arrêté selon la même source. Fin novembre dernier, cinq enfants avaient été tués et 18 autres blessés par un homme conduisant une voiture qui avait foncé sur eux dans le nord-est de la Chine, avaient rapporté les médias officiels chinois. Le drame s'était produit à la mi-journée en face d'une école élémentaire de la ville de Huludao, dans la province du Liaoning, alors que les enfants traversaient la rue.

## CHUTES DE NEIGE: 2 Allemands tués dans des avalanches en Autriche

Deux Allemands pratiquant des sports d'hiver ont été tués le week-end dans deux avalanches différentes à l'ouest de l'Autriche, rapportent lundi des médias allemands. Un premier skieur de 26 ans a trouvé la mort dans une avalanche dans la commune de Schoppernau tandis qu'une autre victime, un homme de 32, a perdu la vie dans une autre avalanche dans la commune de Damul, relève

la presse qui cite des sources de la police.

Par ailleurs, un Suisse a été enseveli sous la neige dans un accident de snowboard. Les fortes chutes de neige ont perturbé la circulation routière tandis que plusieurs vols ont été annulés dans les aéroports autrichiens. Dimanche, quelque 12.000 touristes ont été bloqués dans le domaine de Saalbach-Hinterglemm avant d'être libérés suite à des explosions

contrôlées pour dégager les routes.

Les services météorologiques de Bavière ont mis en garde contre le risque très élevé d'avalanches en Bavière, faisant savoir que le manteau neigeux est très instable. Le risque d'avalanche est évalué selon une échelle de cinq niveaux allant de faible (1) à très élevé (5). Le service d'alerte aux avalanches bavarois a classé les Alpes allemandes au quatrième niveau.



## INDE: Des milliers de manifestants contre un projet de loi défavorisant les réfugiés musulmans

Des milliers de personnes ont manifesté lundi contre un projet d'accorder dans le nord-est de l'Inde la citoyenneté à des réfugiés appartenant à diverses communautés religieuses à l'exception notable des musulmans.

La législation controversée, si elle était adoptée, concernerait les millions de personnes ayant fui ces dernières décennies le Bangladesh, le Pakistan et l'Afghanistan, pour s'installer dans ces régions septentrionales.

En application de ce texte, qui pourrait être présenté dès mardi au Parlement d'après l'agence de presse PTI (Press Trust of India), deviendraient Indiens les membres de plusieurs communautés religieuses, comme les hindous, les chrétiens et les sikhs, originaires de ces trois pays et ayant vécu au moins six ans en Inde, les musulmans étant explicitement exclus.

Les manifestants ont brûlé des copies de ce projet de loi au cours de défilés dans l'Assam, un Etat indien de 33 millions d'habi-



tants qui a été par le passé le théâtre de violences entre réfugiés et autochtones, ces derniers affirmant avoir perdu des terres et des emplois au profit des nouveaux arrivants.

«Ce n'est que la première étape de notre mouve-

ment», a averti Palash Changmai, le secrétaire général d'une organisation étudiante qui a participé à la manifestation.

Pour ses détracteurs, ce texte, qui avantage notamment les hindous, est un cadeau fait aux électeurs

avant les législatives attendues pour dans quelques mois en Inde, dont le Premier ministre Narendra Modi est un nationaliste membre de cette communauté religieuse majoritaire dans ce pays.

## CHINE : Recul de la criminalité liée aux armes à feu et aux explosifs en 2018

La criminalité liée aux armes à feu et aux explosifs en Chine a considérablement reculé en 2018 avec respectivement un taux de 27,6% et 29%, a annoncé hier le ministère de la Sécurité publique. La Chine a donc enregistré 42 crimes liés aux armes à feu et 39 autres liés aux explosifs de janvier à novembre 2018, selon le ministère.

«Ces chiffres placent la Chine sur la liste des pays avec le moins de crimes liés aux armes à feu et aux explosifs dans le monde», a indiqué le département de la Sécurité publique lors d'un point de presse.

Durant la même période, plus de 37.000 affaires liées aux armes à feu et aux explosifs, ont été élucidées par la police, et 416 organisations criminelles ont été démantelées impliquant 43.000 suspects.

Selon le même département ministériel, plus de 12.000 fusils de chasse, 42.000 carabines à air comprimé, 38.000 pistolets à poudre et



54.000 autres armes à feu ont été saisies, outre 3,69 millions de balles, 416 tonnes de dynamite et 500.000 détonateurs.

«La campagne lancée au début de l'année dernière a été présentée comme une campagne nationale, rendant l'action plus ciblée et plus efficace», a déclaré un porte-parole

du ministère, Guo Lin, cité par l'agence Chine Nouvelle. Depuis le début de la campagne, les autorités de tout le pays ont reçu plus de 5.000 renseignements provenant du public concernant des crimes liés aux armes à feu et aux explosifs, ce qui a permis de traiter selon le responsable, plus de 2.200 affaires.

## TUNISIE : La grève des agents de la société des transports reportée

La grève que devaient observer mardi les agents de la Société des transports de Tunis (Transtu) a été reportée au 5 février prochain, a rapporté l'agence de presse tunisienne TAP, citant une source syndicale.

«Il n'y a pas eu d'accord sur les revendications de la Fédération générale des transports de l'Union générale tunisienne du travail lors de la session de négociations qui s'est tenue lundi au siège du ministère des Transports», a déclaré

le responsable de la communication dans la société, Mohamed Chemli, cité par l'agence.

M. Chemli a précisé que la grève «n'avait pas été annulée mais reportée au 5 février prochain» et que les prochains rounds de négociation se tiendraient plus tard afin de «rapprocher les points de vue». Le responsable, avait auparavant indiqué que ces revendications concernaient, essentiellement, «l'adoption de l'effet financier ré-

troactif» pour près de 3500 agents, dont la situation administrative a été régularisée en 2011. «Il s'agit, également, de régler la situation financière avec effet rétroactif, pour d'autres salariés qui ont été recrutés au sein de la Société, depuis trois ans, dans le cadre d'un concours, en tant qu'agents. Ces salariés ont été, par la suite, promus en tant que cadres, après avoir présenté leurs diplômes», a-t-il poursuivi. Le responsable de la communication

de Transtu, a également ajouté que les revendications portent, aussi, «sur l'engagement de la société» de verser les salaires à une date précise, outre «l'amélioration des conditions» de travail, de sécurité professionnelle et de santé. L'Union générale tunisienne du travail (UGTT) avait appelé le 14 décembre dernier à une grève des agents de la Société des transports de Tunis pour toute la journée du mardi 8 janvier, rappelle-t-on.

## COLLISION DE TRAINS EN AFRIQUE DU SUD: Au moins trois morts et quelque 300 blessées

Au moins trois personnes ont été tuées et quelque 300 blessées lors d'une collision entre deux trains de passagers survenue hier matin dans la capitale sud-africaine Pretoria, ont indiqué les services de secours dans un nouveau bilan. «Le bilan actuel s'élève à trois morts, mais il pourrait grimper jusqu'à quatre», a déclaré Charles Mabaso, porte-parole des services de secours pour la municipalité de Tshwane, qui englobe la ville de Pretoria, cité par l'AFP. Parmi les quelque 300 blessés, 82 ont été gravement touchés, dont deux qui ont été évacués à l'hôpital par les airs, a-t-il ajouté. Un précédent bilan faisait état de deux morts et des dizaines de blessés. L'accident s'est produit au niveau de la gare de Mountain View, à Pretoria, entre deux trains de passagers, selon les services de secours ER24. «On a retrouvé de nombreux passagers dans les trains ou marchant à proximité du lieu de l'accident», a précisé ER24 dans un communiqué.

## CHINE : 600 pompiers déployés pour lutter contre un incendie de forêt dans le sud-ouest

Environ 600 pompiers et trois hélicoptères ont été déployés pour lutter contre un incendie de forêt qui s'est déclaré lundi dans la province chinoise du Sichuan, ont annoncé hier les autorités locales. L'incendie a éclaté dans une zone forestière située entre 2.100 et 3.000 mètres d'altitude dans la préfecture autonome tibétaine de Ganzi, dans le sud-ouest de la Chine, et 32 habitants ont été évacués, ont déclaré des sources du département provincial de gestion des urgences. L'incendie a ravagé environ 50 hectares de forêt et de prairies, selon le bilan établi mardi après-midi. Aucune victime n'a été signalée. Une enquête sur la cause de l'incendie est en cours, selon la même source.

## ARGENTINE L'Argentine envisage d'accélérer l'expulsion d'immigrants illégaux ou impliqués dans des crimes

Le gouvernement argentin prévoit d'accélérer l'arrestation et l'expulsion vers leurs pays d'immigrants impliqués dans des crimes et délits et ceux qui sont entrés illégalement dans le pays, rapportent les médias locaux. Les autorités ont renforcé les procédures concernant cette catégorie de migrants et cherchent à accélérer le processus d'expulsion, précisent mardi les mêmes sources. Le gouvernement, qui oeuvre pour parvenir à un consensus avec certaines équipes du Congrès en vue de parachever un projet de loi renforçant les dispositions prévues par la loi actuelle sur l'immigration, prévoit de créer une unité spéciale de sécurité qui aura pour mission de suivre les immigrants impliqués dans des crimes et délits en vue de leur arrestation. Les autorités argentines ont préparé une liste préliminaire qui comprend 1.000 étrangers ayant des antécédents judiciaires qui «peuvent être expulsés», soulignent les médias, en relevant que le gouvernement créera un «Forum de l'immigration» aux fins de se consacrer l'expulsion de ces migrants. Et d'ajouter que 618 étrangers seront déferés devant la justice en vue de leur arrestation et leur expulsion. Le contrôle du flux des migrants est une priorité pour le gouvernement du président Mauricio Macri depuis son entrée en fonction fin 2015. Le souhait du gouvernement d'expulser ces migrants fait partie d'un ensemble de mesures qui visent à prévenir une augmentation de l'insécurité et comprennent notamment un projet visant à réduire l'âge de la responsabilité légale à 15 ans et un autre qui prévoit d'équiper les agents de maintien de l'ordre avec des tasers.

# OTITE SÉREUSE ET RHINITE ALLERGIQUE LES DEUX FONT LA PAIRE

L'otite séreuse est une affection bien connue chez l'enfant. Elle correspond à une inflammation de l'oreille avec épanchement (écoulement) de liquide dans l'oreille moyenne.

Contrairement à l'otite moyenne, l'otite séreuse ne provoque pas de douleur et passe souvent inaperçue. Si elle n'est pas soignée, elle peut entraîner une baisse de l'audition. Le traitement consiste à placer un aérateur transtympanique (yo-yo) afin de dégager les trompes d'Eustache et de rétablir l'aération de l'oreille moyenne.

La relation entre otite séreuse et allergie a été suggérée par plusieurs études. Une étude danoise semble confirmer ce lien. Les auteurs ont suivi 291 enfants pendant les six premières années de leur vie, c'est-à-dire de l'âge de 1 mois à six ans. Tous les participants étaient nés d'une mère asthmatique. Un examen des oreilles a été réalisé à l'âge de six ans. Pour chaque enfant, des manifestations de type asthme, rhinite (allergique ou non) ou eczéma ont été recherchées, en tenant compte de l'exposition de l'enfant à des facteurs de risque d'allergie (tabagisme, chat ou chien, père allergique, niveau socio-économique).

Au total, une otite séreuse a été diagnostiquée chez 39 % des enfants et les résultats suggèrent une association avec une rhinite allergique concomitante. Selon les auteurs, l'inflammation liée à l'allergie provoquerait l'obstruction de la trompe d'Eustache, à l'origine de l'otite séreuse. En revanche, aucune association n'a pu être identifiée avec l'asthme, l'eczéma ou une rhinite non allergique. Bien que cette étude n'ait été menée que sur des enfants à risque allergique, elle montre l'étroite relation qui existe entre otite séreuse et rhinite allergique. En pratique, il est intéressant de rechercher une otite séreuse en cas de rhinite allergique.



## VOS ENFANTS NE SONT PAS DES BÊTES !



Les poux envahissent les têtes des enfants et font le cauchemar des parents. Pour s'en débarrasser, il existe tout un arsenal de produits anti-poux contenant diverses substances actives (malathion, pyréthrine, diméthicone, huiles essentielles) et adaptés à une utilisation chez les enfants. Pourtant, il semble que certains parents, sûrement insatisfaits par les produits anti-poux disponibles, aient trouvé une autre solution : appliquer des produits antiparasitaires destinés aux

animaux domestiques (contre les puces, les tiques ou autres bestioles) sur la tête de leurs enfants...

Une option dangereuse que l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire) a décidé de combattre. Dans une note publiée récemment, l'Agence rappelle « qu'un traitement antiparasitaire, insecticide ou acaricide destiné aux animaux de compagnie ne doit en aucun cas être administré à un humain, a fortiori à un enfant », ajoutant que « les études conduites

(sur ces produits vétérinaires) ne correspondent en aucun cas à des études cliniques permettant de justifier une utilisation thérapeutique sans risque chez l'homme ».

Un message clair et argumenté pour ceux qui seraient tentés de tout tenter contre les poux, quitte à mettre en danger la santé de leurs enfants. Si la situation semble désespérée, rendez à César (votre chien) ce qui appartient à César, et consultez plutôt votre médecin ou votre pharmacien !

## GAZOUILLER AVEC BÉBÉ FACILITE SON APPRENTISSAGE DE LA LANGUE

Le babillage avec bébé peut paraître inutile pour les parents mais il est en fait très utile pour développer ses facultés de langage.

Avec ! Bébé ne parle pas. À quoi ça sert de causer avec lui ? Détrompez-vous, selon une étude, la communication précoce avec votre enfant en bas âge contribuerait à le faire parler plus vite. Les mamans qui répondent attentivement aux gazouillis de bébé (même sans les comprendre - entendons-nous) favorisent son aisance future à communiquer dans l'enfance. Les chercheurs américains de l'université

de l'Iowa et de l'Indiana n'en démontrent pas : communiquer tôt avec les petits revêt une importance vitale pour son développement. L'investissement parental permettrait d'accélérer le processus d'apprentissage de la langue et la livraison des premiers mots, assure l'étude.

Pour parvenir à ce constat, les universitaires ont examiné les interactions de douze mamans avec leur bébé âgé de huit mois pendant leur temps libre à raison de 30 minutes deux fois par mois, sur une période de six mois. Les façons dont les

deux parents réagissaient aux sons émis par les bébés ont été observées et analysées.

Il est clairement apparu que plus les parents essayaient de communiquer en réponse au langage de bébé, plus celui-ci parvenait à formuler des sons cohérents proches des mots prononcés par la maman. Les résultats sont parus dans la revue spécialisée *Infancy*.

Cette étude fait suite à de récents travaux américains qui ont établi la capacité de bébé à distinguer, dès l'âge de sept mois, des voix humaines d'autres sons.



## Dur dur d'être un bébé !



Les premières années de vie sont des années d'apprentissage et de découverte. Cette période est aussi pleine de dangers et impose une grande vigilance de la part des adultes. Une équipe australienne a identifié les causes de blessure et d'accident nécessitant une hospitalisation chez les enfants âgés de zéro à 4 ans. Les auteurs ont analysé les données enregistrées par les services hospitaliers de Nouvelle-Galles du Sud (en Australie) entre 1999 et 2009. Au total, 64 495 enfants ont été hospitalisés pour blessure et accident au cours de cette période (58 % de garçons). Les enfants de 2 ans représentaient 24 % des cas. Cette étude a mis en évidence des particularités en fonction de l'âge de l'enfant. Au cours de la première année de vie, les chutes des enfants portés constituent la majorité des accidents. La deuxième année (de 12 à 24 mois) est marquée par un taux important de brûlures diverses, par boisson, aliment ou huile de cuisson. Les chocs contre des objets arrivent en seconde position. À deux ans, les accidents sont majoritairement causés par des ingestions accidentelles. De 3 à 4 ans, les chutes dans les aires de jeux représentent les accidents les plus fréquents, avec une prédominance pour le sexe masculin. Cette étude aide à mieux connaître les causes d'accidents dans la tranches d'âge 0-4 ans. Ces éléments sont intéressants car ils contribuent à définir des actions de prévention ciblées selon l'âge de l'enfant.

# Une vaccination dès 11 ans contre les papillomavirus humains

Les papillomavirus humains (HPV) sont des virus sexuellement transmissibles, à l'origine de lésions (petites verrues) au niveau de l'appareil génital et de l'anus.

Chez les femmes, ces lésions peuvent évoluer et se compliquer en cancer du col de l'utérus. Des vaccins sont disponibles (Gardasil et Cervarix) et confèrent une protection contre les types d'HPV majoritairement responsables des cancers du col. Jusqu'à présent, en France, la vaccination contre l'infection à papillomavirus humain était recommandée chez les jeunes filles de 14 à 23 ans, avant leur première expérience sexuelle ou dans l'année qui suit celle-ci. De récentes données suggèrent de débuter cette vaccination à un âge plus précoce. Tenant compte de ces nouveaux éléments, le HCSP (Haut Conseil de santé publique) recommande de pratiquer la vaccination contre les HPV dès l'âge de 11 ans, comme c'est déjà le cas dans la plupart des pays.

Les arguments en faveur de cette modification sont nombreux. L'âge des premiers rapports sexuels est de plus en plus précoce, sachant



que la vaccination contre les HPV est plus efficace chez les personnes n'ayant jamais été exposées, c'est-à-dire n'ayant pas débuté leur vie sexuelle. Selon une enquête menée en 2010 auprès des collè-

gues français, l'âge des premiers rapports sexuels tend à s'abaisser. D'un point de vue technique de surcroît, la réponse immunitaire, c'est-à-dire la réaction de défense de l'organisme provoquée par le

vaccin, semble meilleure chez les filles de 9 à 15 ans, par rapport aux filles plus âgées. Enfin, selon les données disponibles, la protection vaccinale semble persister pendant plusieurs années.

Le fait d'avancer l'âge de vaccination contre les HPV à 11 ans présente un autre avantage ; celui de coïncider avec le rappel des vaccinations contre la diphtérie, la poliomélie, le tétanos et la coqueluche. Les nouvelles données montrent que la co-administration de ces vaccins est possible. Pour le HCSP, cette modification du calendrier vaccinal pourrait permettre d'améliorer l'adhésion à la vaccination contre les HPV. Contrairement à d'autres pays comme l'Australie ou le Royaume-Uni où le taux de vaccination des filles est élevé (la vaccination est réalisée à l'école), la France enregistre un taux de vaccination contre les HPV ne dépassant pas 50 %. Une diminution a même été observée entre 2010 et 2011.

## Ado : s'il est fermé à la communication, c'est la faute à son cerveau

Des chercheurs ont trouvé pourquoi les parents rament pour amorcer un semblant de dialogue avec leurs enfants ados. Le cerveau des ados serait ainsi fait qu'il se met en quelque sorte en veille quand il entend des critiques.

Des neuroscientifiques américains nous apportent une raison scientifique à l'éternelle indifférence des ados face aux remarques de leurs parents. Le brouillage de la communication «ado-parentale» trouverait son origine non pas dans une attitude délibérément insolente, mais dans une fermeture cérébrale. En gros, quand ils entendent une critique de la bouche de leur mère, comme «range les chaussures» ou «arrête avec ton smartphone», les ados «ferment» leurs oreilles mais aussi d'une certaine façon leur cerveau. C'est ce qu'ont constaté des chercheurs de Pittsburgh, de Harvard et de Berkeley après l'analyse des réactions cérébrales de 32 ados et pré-ados âgés en moyenne de 14 ans. Les changements dans les parties du cerveau associées à la régulation des émotions, aux

émotions négatives et à la mise en perspective ont été examinés pendant l'écoute de critiques parentales d'une durée de trente secondes.

### Un manque d'empathie... cérébrale

Verdict : les remarques parentales déclenchent une réaction dans la zone liée aux émotions négatives. En revanche, elles semblent réduire l'activité des régions cérébrales impliquées dans la gestion des émotions et la compréhension des interlocuteurs. Autrement dit, si votre ado se braque la prochaine fois que vous lui demandez quelque chose, gardez votre calme en vous rappelant qu'il n'est pas (totale-ment) responsable de son manque d'empathie.

«La diminution de l'activité cérébrale dans les régions impliquées dans la prise de perspective pourrait aider à expliquer la fréquence élevée de conflits non résolus entre les parents et les ados», conclut l'étude. Un résultat que certains trouveront un peu facile.



## Un médicament contre l'ostéoporose efficace contre les cancers du sein et du poumon

Utilisés dans le traitement contre l'ostéoporose, les bisphosphonates pourraient bloquer la production des protéines qui accélèrent la prolifération de cellules cancéreuses.

Les médecins avaient déjà constaté que les patients qui prenaient des bisphosphonates par voie orale pour traiter leur ostéoporose avaient une moins grande incidence de cancer du côlon et du sein, ce qui laissait entendre que ce traitement avait des vertus préventives. Une équipe de chercheurs dirigée par le Professeur Mone Zaidi, de fa-

culté de médecine du Mount Sinai, à New York (Etats-Unis), s'est basée sur cette découverte pour mettre au point le mécanisme qui pourrait permettre d'utiliser les bisphosphonates afin de traiter et prévenir un grand nombre de cancers du poumon, du sein et du colon.

### Traiter la tumeur au tout début

Si leurs essais cliniques sont confirmés, ils pourraient accélérer l'utilisation des bi-

phosphonates pour prévenir ou traiter des tumeurs dans leur premier stade. Ces médicaments agissent en bloquant certaines protéines (HER) qui offrent aux cellules cancéreuses la capacité de se multiplier et de se répandre.

«Ces médicaments étant déjà connus et approuvés par les autorités sanitaires pour le traitement de l'ostéoporose, ils pourraient rapidement être prescrits dans le cadre du traitement de certains cancers surexpri-ment les protéines HER» a déclaré le Pr Mone Zaidi.

## CENTRAFRIQUE: Des centaines de civils fuient après des combats dans l'est

La situation restait tendue hier à Bakouma, dans le sud-est de la Centrafrique, où des centaines de civils continuaient de fuir après des affrontements entre des groupes rebelles et l'armée, selon des médias locaux, citant un rapport interne de l'ONU.

Les violences ont opposé la semaine dernière deux groupes armés issus de l'ex-Séléka - la coalition qui avait pris Bangui en 2013 -, des miliciens antibalaka et l'armée centrafricaine (Faca).

Le bilan est d'au moins une dizaine de tués, selon plusieurs témoignages d'habitants, mais ce chiffre n'a pas pu être confirmé de source indépendante.

L'accès à l'information dans cette zone est particulièrement compliqué, sans réseau téléphonique. "Les éléments du FPRC (Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique, issu de l'ex-Séléka) sont toujours déployés à Bakouma", affirme le rapport onusien, précisant que le groupe armé "pourrait continuer ses opérations contre les positions antibalaka et entraîner de nouveaux affrontements".

Selon ce document, "la présence massive d'ex-Séléka dans la zone et la possibilité d'accrochages entre groupes armés effraient la population (...) qui a quitté la ville et se déplace en groupes vers Bangassou", le chef-lieu de la préfecture du Mbomou, situé environ 130 km plus au sud. Quelque 700 déplacés ont déjà rejoint à pied Bangassou et plus de 1.000 personnes campent au sud de Bakouma sous la protection de casques bleus et de soldats Faca, a ajouté l'ONU.

## NIGERIA: L'armée tue plus de 100 terroristes de Boko Haram dans une opération militaire

Les forces nigérianes ont abattu plus de 100 terroristes du groupe Boko Haram dans leur dernière opération militaire en date visant à éradiquer les derniers membres de ce groupe terroriste dans la région du nord-est du Nigeria, a déclaré hier l'armée nigériane dans un communiqué.

Les terroristes de Boko Haram ont été tués au cours d'opérations de l'armée dans les Etats de Borno et de Yobe, tous deux situés dans le nord-est du pays, selon l'armée.

Le moment exact de cette opération et le nombre précis de terroristes tués n'ont pas été révélés dans le communiqué officiel à Abuja. Un grand nombre d'armes et de munitions ont été récupérées auprès des terroristes, selon l'armée. De son côté, le porte-parole de l'armée, Sani Kukashaka Usman, a fait savoir que l'armée de l'air nigériane avait détruit plusieurs véhicules armés et installations appartenant au groupe Boko Haram, tout en apportant un soutien aérien rapproché aux troupes au sol et en facilitant la poursuite des terroristes en fuite. «La bataille a maintenant été déplacée jusqu'aux bords du lac Tchad et autres bastions présumés des terroristes de Boko Haram le long de la frontière», a déclaré M. Usman aux journalistes.

Le groupe terroriste Boko Haram a tué près de 20 000 personnes jusqu'à présent, et en a contraint au déplacement des millions d'autres dans ce pays, le plus peuplé d'Afrique.

## TUNISIE: Mise en place d'une force sécuritaire dédiée exclusivement à la lutte antiterroriste

Les autorités tunisiennes ont lancé une nouvelle approche sécuritaire pour lutter contre le terrorisme au moment où le groupe armé tendent de plus en plus à changer de tactiques modifiant leurs plans d'attentats, a indiqué le ministre tunisien de l'Intérieur, Hichem Fourati.

A l'issue d'une audition à huis clos à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP, Parlement tunisien), M. Fourati, cité hier par l'agence TAP, a expliqué, lors d'un point de presse, qu'il s'agit d'une nouvelle «feuille de route sécuritaire» qui démarrera dans la province de Kasserine (centre-ouest) avant de la généraliser dans les 23 provinces restantes du pays. «Le ministère de l'Intérieur a commencé à mettre en œuvre un nouveau plan de sécurité antiterroriste dans la province de Kasserine, qui sera progressivement répandu dans les provinces frontalières dont Jendouba et Le-Kef (nord-ouest)», a souligné le ministre. Selon lui, le nouveau plan sécuritaire «vise à unir les efforts des forces sécuritaires sur le terrain en matière de lutte contre le terrorisme et à améliorer leurs capacités de renseignements

pour ainsi garantir une intervention plus efficace tout en mettant à leur disposition toute la logistique et les équipements adéquats». Dans ce sens, une nouvelle «force sécuritaire mixte» (police et Garde nationale) exercera exclusivement dans le domaine de la lutte anti-terroriste, dont les membres seront hautement qualifiés pour de telles missions. «Cette unité mixte aura plein droit à exercer sa mission librement et indépendamment des ordres hiérarchiques de la province concernée», a poursuivi le ministre de l'Intérieur.

D'après M. Fourati, «les groupes terroristes ont délibérément modifié leurs plans et tendent de plus en plus à de nouveaux moyens d'induire les forces de sécurité en erreur notamment via l'activation de cellules dormantes à travers le pays, orchestrées par des



individus non-identifiés et non-reconnus auprès des autorités sécuritaires».

Le ministre tunisien a évoqué les mises en garde adressées par le département d'Etat américain aux ressortissants américains désireux de visiter la Tunisie de ne pas se rendre dans certaines régions du pays en raison des menaces terroristes. Il a souligné que «ces avertissements ne concernent pas uniquement la Tunisie

mais plutôt des menaces impliquant tous les pays du monde». «De nombreux pays européens, y compris la Grande-Bretagne, ont déjà allégé leur restriction de voyager en Tunisie qu'ils avaient adressée à leurs ressortissants, faisant ainsi récupérer bon nombre de destinations traditionnelles sur le marché touristique tunisien», a argumenté le ministre tunisien de l'Intérieur.

## Arrestation d'un individu à Bizerte suspecté d'appartenance à une organisation terroriste

Les services de l'unité spéciale de la sécurité nationale tunisienne à Bizerte a arrêté lundi un homme de 35 ans soupçonné d'appartenir à une organisation terroriste, a rapporté hier l'agence TAP, citant une source sécuritaire.

Les services de l'unité spéciale ont pris d'assaut le domicile du suspect situé dans un quartier de la banlieue de Bizerte avant de l'arrêter, après une période de surveillance et de rassemblement d'éléments de preuve, indique-t-on de même source.

«Au cours de l'interrogatoire, l'individu

a reconnu qu'il entretenait des liens avec des éléments terroristes présents dans les foyers de tension à l'extérieur du pays, ainsi qu'avec d'autres éléments se trouvant dans plusieurs zones du pays, les autorités sécuritaires procédant à une action de coordination à travers le pays en vue de les débusquer et les arrêter après l'achèvement des procédures légales», précise la source sécuritaire.

Le ministre tunisien de l'Intérieur, Hichem Fourati a annoncé que les autorités tunisiennes ont lancé une nouvelle approche

sécuritaire pour lutter contre le terrorisme au moment où les groupes armés tendent de plus en plus à changer de tactiques modifiant leurs plans d'attentats.

A l'issue d'une audition à huis clos à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP, Parlement tunisien), M. Fourati, cité mardi par l'agence TAP, a expliqué, lors d'un point de presse, qu'il s'agit d'une nouvelle «feuille de route sécuritaire» qui démarrera dans la province de Kasserine (centre-ouest) avant de la généraliser dans les 23 provinces restantes du pays.

## AFRIQUE: Des dirigeants et organisations condamnent le putsch manqué au Gabon

Plusieurs chefs d'Etat africains et organisations panafricaines ont condamné le coup d'Etat manqué du lundi au Gabon, rappelant que «tout changement anticonstitutionnel ou toute prise de pouvoir par les armes constitue une violation des principes fondateurs de l'Union africaine». L'Union africaine a «fermement» condamné cette «tentative de coup d'Etat intervenue ce matin au Gabon», a écrit lundi sur son compte twitter, le président de la Commission de l'UA Moussa Faki Mahamat. «Je réaffirme le rejet par l'UA de tout changement anticonstitutionnel», a-t-il indiqué.

De son côté, le président tchadien Idriss Deby Itno, par ailleurs

président en exercice de la Communauté économique et monétaire des Etats de l'Afrique centrale (Cemac), a fermement condamné la tentative du coup d'Etat, rappelant que «tout changement anticonstitutionnel ou toute prise de pouvoir par les armes constitue une aberration et une violation des principes fondateurs de l'Union africaine», saluant la réaction des forces de défenses et de sécurité qui ont mis en échec cette «visée subversive».

La Cemac regroupe six pays: le Gabon, la Guinée équatoriale, le Cameroun, le Congo-Brazzaville, la République centrafricaine et le Tchad. Le Président burundais, Pierre Nkurunziza

a qualifié quant à lui, cette tentative de «démarche antidémocratique», félicitant les forces de défense qui ont «vite rétabli l'ordre». Le calme était de rigueur mardi matin à Libreville, la capitale, selon des médias locaux, et la circulation avait repris sur le bord du mer et sur le boulevard Triomphal, siège de la Radio-télévision nationale (RTG) où l'appel à «une restauration nationale» lancé par quelques soldats a eu lieu lundi à l'aube.

La plupart des commerces et lieux de restauration, fermés depuis lundi matin, avaient de même rouvert mardi, d'après les mêmes sources. Lundi, une dizaine de militaires de la Garde républicaine (GR) ont tenté un

coup de force en appelant sur la radio d'Etat le peuple gabonais à «se lever» pour «sauver le pays du chaos».

Le chef du commando a été arrêté, deux de ses hommes abattus par les forces de sécurité, tandis qu'Internet était coupé dans le pays. Cette tentative de putsch, condamnée par plusieurs pays et organisations internationales, s'est déroulée en l'absence du président Ali Bongo Ondimba, qui se trouve hors du pays depuis deux jours de trois mois. Victime d'un accident vasculaire cérébral (AVC) le 24 octobre dernier en Arabie saoudite, M. Bongo, 59 ans, a été transféré au Maroc, où il poursuit depuis, sa convalescence.

## RDCONGO: 8 personnes tuées par des hommes armés à Beni

Au moins huit civils, dont des membres de familles de militaires, ont été tués dans la nuit de lundi à mardi dans une incursion d'hommes armés à Beni dans l'est de la République démocratique du Congo, a indiqué l'armée.

«Huit personnes ont été tuées dont cinq membres de familles des militaires» dans la commune de Mavivi au nord de Beni, a déclaré le capitaine Mak Hazukay, porte-parole de l'armée dans la région, cité par l'AFP. La police qui avançait le même bilan a ensuite revu à la hausse son décompte qui est passé à 10 morts. Un responsable de la société civile locale et un observateur ont avancé

le bilan de «11 civils tués». La ville et le territoire de Beni sont depuis octobre 2014 la cible d'attaques généralement attribuées au groupe armé d'origine ougandaise des Forces démocratiques alliées (ADF). Les autorités congolaises et la Mission des Nations unies en RDC (Monusco) accusent les ADF d'être responsables de massacres de plusieurs centaines de morts dans cette région de Beni. Les élections du 30 décembre en RDC ont été annulées à Beni officiellement en raison de l'insécurité et de l'épidémie d'Ebola qui touche également Beni.

## PALESTINE-ISRAËL

## Plus de 200 universitaires affirment qu'ils continueront à critiquer Israël et à résister aux intimidations

Plus de 200 universitaires et défenseurs des droits humains ont affirmé, dans un appel international, qu'ils continueront à critiquer «librement» Israël, résister aux intimidations et dire tout le mal qu'ils pensent de la politique israélienne vis-à-vis des Palestiniens.

Les signataires de cet appel se sont élevés contre les attaques et licenciements récents d'universitaires tels que Marc Lamont Hill à Temple University (Philadelphie) aux États-Unis, et Tim Anderson à l'Université de Sydney, en Australie.

«Les institutions universitaires doivent défendre la liberté d'expression et nous nous opposons à la campagne menée dans différents pays et consistant à réprimer celles et ceux qui défendent les droits des Palestiniens», ont déclaré ces universitaires, journalistes, militants des droits de l'Homme, médecins, artistes et hommes de culture de plusieurs pays, dont entre autres les États-Unis, l'Italie, le Royaume-Uni, l'Australie et l'Espagne. L'appel, qui reste ouvert

pour de nouvelles adhésions, ne comporte, pour le moment, aucune signature de personnalités françaises.

Les signataires ont également rappelé que d'autres universitaires comme Steven Salaita et Norman Finkelstein ont été victimes de ces attaques, et que des menaces similaires pèsent sur Hatem Bazian, Ahlam Muhtaseb, William Robinson, Rabab Abdulhadi, et d'autres, refusant l'exception que constitue la défense des droits des Palestiniens à la liberté d'expression.

«On peut critiquer librement, et y compris manquer de respect, quand il s'agit des gouvernements, religions, opinions politiques, etc., sauf quand il s'agit des actions et de la politique israéliennes. Ceux qui osent les



critiquer deviennent la cible de campagnes généreusement financées et savamment orchestrées pour bâillonner et/ou les détruire eux et leurs carrières», ont-ils soutenu.

Ils appellent toutes les institutions académiques, leurs pro-

fesseurs et leurs étudiants, ainsi que le grand public, à «résister à ces tactiques d'intimidation et à défendre les principes de la liberté d'expression sur lesquels elles sont fondées, ainsi que toutes les sociétés libres et leurs institutions».

## PAYS-BAS:

## Les Britanniques pourront faire une demande de résidence en cas de Brexit «dur»

Les Pays-Bas donneront aux Britanniques vivant dans ce pays un délai de 15 mois pour faire une demande de résidence après le Brexit si le Royaume-Uni quitte l'Union européenne sans accord, a annoncé le ministre néerlandais des Affaires étrangères Stef Blok. La perspective d'un divorce sans accord le 29 mars suscite des craintes quant au sort des quelque 45.000 Britanniques vivant aux Pays-Bas. «Pour éviter cela, le gouvernement propose une période de transition de 15 mois à partir du retrait du Royaume-Uni de l'UE», a indiqué M. Blok lundi soir dans une lettre au Parlement. Pendant cette

période, les Britanniques qui résideraient aux Pays-Bas avant le Brexit «garderont leur droit à vivre, travailler et étudier aux Pays-Bas». «Les citoyens britanniques et leur famille se verront offrir la possibilité pendant cette période de transition de déposer une demande de permis de résidence permanente», a-t-il ajouté. L'Espagne, l'un des pays de l'UE qui compte le plus de résidents britanniques, a annoncé le 28 décembre qu'elle allait adopter des mesures d'urgence destinées à «garantir le maintien des droits actuels des citoyens britanniques» dans la perspective d'un «no deal».

En France, où vivent au moins 150.000 ressortissants britanniques, des mesures ont aussi été prises pour préparer un Brexit sans accord, prévoyant notamment le maintien des agents britanniques de la fonction publique française dans les conditions de statut et d'emploi qui sont actuellement les leurs. Un vote crucial doit se tenir au Parlement britannique la semaine prochaine sur l'accord de sortie négocié par la Première ministre Theresa May avec Bruxelles le 25 novembre. Mais son adoption demeure très compromise tant il est décrié à la fois par les «Brexiters» et les europhiles.

## AFGHANISTAN

## Plus de 770.000 Afghans rentrés d'Iran en 2018

Plus de 770.000 Afghans, qui avaient émigré en Iran pour des raisons économiques, sont rentrés dans leur pays en 2018, a annoncé l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les 773.125 retours recensés par l'OIM correspondent à une hausse de 66% par rapport à 2017, la tendance devant se poursuivre en 2019, a déclaré à Laurence Hart, le chef de mission de l'OIM en Afghanistan, cité par l'AFP. Quelque 46% des retours se sont faits volontairement, le reste des migrants ayant été expulsés, selon cette organisation. Cette hausse des retours est due à «la baisse des opportunités économiques dans la région (...) notamment en Iran», a commenté M. Hart.

Les chiffres de 2018 sont les plus élevés depuis que l'OIM a commencé à comptabiliser les retours d'Afghans en 2012. Entre 1,5 et 2 millions d'Afghans «non répertoriés» vivent en Iran, selon des chiffres de l'ONU datant de septembre, qui citaient des données iraniennes.

Un autre million d'Afghans sont enregistrés en tant que réfugiés. Outre les difficultés liées à la situation en Iran, l'Afghanistan a subi en 2018 une sécheresse historique qui a mis à mal son agriculture et provoqué des déplacements massifs de population.

## DIPLOMATIE

## Paris contrarié par le soutien de Rome aux «gilets jaunes»

La ministre française aux Affaires européennes Nathalie Loiseau a appelé hier le gouvernement italien à davantage de «respect», après ses prises de position la veille en faveur du mouvement des «gilets jaunes».

«Je pense que la priorité du gouvernement italien c'est de s'occuper du bien-être du peuple italien, je ne suis pas sûr que de s'intéresser aux gilets jaunes ce soit ce qui est le bien-être du peuple italien», a déclaré Mme Loiseau devant des journalistes à Bruxelles. Mme Loiseau s'exprimait à son arrivée à une réunion à Bruxelles avec ses homologues européens, dont un représentant du gouvernement italien.

Les deux chefs politiques du gouvernement populiste italien ont apporté lundi leur soutien aux «gilets jaunes», tout en condamnant les violences qui ont marqué certaines manifestations en France. «Gilets jaunes, ne faiblissez pas !», a ainsi écrit le vice-Premier ministre Luigi Di Maio, chef de file du Mouvement Cinq Etoiles (M5S, antisystème), sur le blog du parti. «Je soutiens les citoyens honnêtes qui protestent contre un président gouvernant contre son peuple», a affirmé l'autre vice-Premier ministre, Matteo Salvini, patron de la Ligue (extrême droite).

## SYRIE:

## Macron souligne l'importance de la coordination après l'annonce du retrait américain

Le président français Emmanuel Macron a insisté lundi sur l'importance de la coordination internationale pour améliorer la situation en Syrie lors d'un entretien téléphonique avec son homologue américain Donald Trump, a indiqué l'Elysée dans un communiqué. «Dans le contexte du retrait annoncé des troupes américaines du nord-est de la Syrie, le président de la République a souligné l'importance d'une étroite coordination entre les membres de la coalition internationale de manière à ce que la sécurité de tous nos partenaires soit assurée», a précisé l'Elysée.

Les deux dirigeants ont abordé ensemble «la situation en Syrie où la lutte contre le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech) demeure la priorité» et ont réaffirmé «leur volonté de continuer à faire respecter leur ligne rouge en matière d'emploi des armes chimiques en Syrie», ajoute le communiqué.

En fin d'année 2018, l'administration Trump a annoncé le retrait de ses soldats qui se trouvaient en Syrie, selon la Maison Blanche, tout en affirmant que Daech avait été vaincu.

APS

## DIPLOMATIE

## Le retrait américain de Syrie sera mené à un «rythme adapté»

Le retrait des troupes américaines de Syrie sera mené à un «rythme adapté», a assuré hier matin le président Donald Trump.

«Nous quitterons (la Syrie) à un rythme adapté tout en continuant en même temps à combattre l'EI et à faire ce qui est prudent et nécessaire pour tout le reste», a écrit le président américain dans un tweet relayé par des médias.

L'annonce le 19 décembre du retrait d'environ 2.000 soldats américains

combattant le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech) en Syrie a suscité l'inquiétude des alliés des Américains.

«Je regrette très profondément la décision prise (...) Un allié se doit d'être fiable, de se coordonner avec ses autres alliés», avait notamment réagi le président français Emmanuel Macron, avec lequel Donald Trump a échangé lundi par téléphone.

«Les deux dirigeants ont évoqué la situation en Syrie, notamment l'engagement

des États-Unis et de la France à détruire l'EI, ainsi que les plans pour un retrait solide, réfléchi et coordonné des troupes américaines de Syrie», a indiqué la Maison Blanche dans un communiqué.

«J'ai parlé avec les Français», a par ailleurs déclaré le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo à bord de l'avion le conduisant pour une tournée marathon au Moyen-Orient. «Nous ferons en sorte de répondre aux inquiétudes qu'ils pourraient avoir».

## ALLEMAGNE/CYBERATTAQUE:

## Un suspect âgé de 20 ans interpellé dans la région de Francfort

La police allemande a annoncé hier l'interpellation d'un suspect de 20 ans après la cyberattaque massive dont ont été victimes des centaines de responsables politiques et personnalités.

L'arrestation du jeune homme à son domicile dans la région de Francfort, la Hesse, est intervenue dimanche, a précisé dans un communiqué la police, annonçant vouloir donner plus de détails lors d'une conférence de presse en milieu de journée.

Selon le site de l'hebdomadaire Der

Spiegel, il s'agit d'un lycéen qui a agi seul et reconnu les faits. Il vit chez ses parents et n'aurait «pas réalisé toute les conséquences de son acte», indique le journal. Vendredi dernier, les autorités allemandes avaient révélé la publication via un compte twitter de données personnelles ou professionnelles de son acte», indique le journal. Vendredi dernier, les autorités allemandes avaient révélé la publication via un compte twitter de données personnelles ou professionnelles de son acte», indique le journal. Vendredi dernier, les autorités allemandes avaient révélé la publication via un compte twitter de données personnelles ou professionnelles de son acte», indique le journal.



fuité à cette occasion, principalement des contacts, adresses, conversations sur internet, documents d'identité et administratifs, lettres.

## TIZI-OUZOU: L'œuvre de Mohand Akli Haddadou, un repère linguistique

Les travaux du professeur Mohand Akli Haddadou, disparu en novembre dernier, constituent "un repère pour tout aménagement linguistique futur", ont soutenu, mardi à Tizi-Ouzou, les participants à une journée d'étude sur le patrimoine immatériel amazigh, organisée dans le cadre de la célébration de Yennayer 2969.

La rencontre, abritée par la Maison de la culture Mouloud Mammeri, a été une occasion pour les intervenants de mettre en exergue "l'apport fondamental" de l'œuvre du Pr.

Haddadou dans la préservation de ce patrimoine et l'importance de son usage futur.

Ses travaux, notamment, ses dictionnaires, "sont d'une importance capitale et constituent une source et un support incontournables pour tous les aménagements linguistiques et inter-dialectaux pouvant intervenir dans la linguistique amazighe", a soutenu, à l'occasion, Lydia Guerchouh, maître de conférences au département de langue et de culture amazighes (DLCA/UMMTO) de l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou.

Citant, entre autres, le dictionnaire des racines berbères communes (publié en 2006) et celui de Tamazight, parlers de Kabylie, Kabyle-Français avec un index Français-Kabyle (publié en 2014) qui exigent "un effort colossal et un travail de fouille très fine pour extraire 1023 racines communes sur un

ensemble de 21 000 mots étudiés".

Deux œuvres qu'elle considère comparables au guide lexical de Miloud Taifi du Maroc qui a regroupé l'ensemble des variétés berbères du royaume et celui de Jean-Marie Dali qui a traité du parler kabyle des Ait Menguellat.

De son côté, Saïd Chemakh, docteur en linguistique et enseignant au DLCA, a estimé que le Pr. Haddadou a été dans la continuité du travail de Mammeri dont il s'est servi pour "hisser la linguistique amazighe au rang de langue valorisante".

Livrant un rappel historique de l'évolution de ce patrimoine, M. Chemakh a relevé qu'il a été porté "par les militaires d'abord, à travers les missions d'espionnage au profit des puissances des 17<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> siècles, par les religieux ensuite, notamment, les pères blancs, pour qu'enfin interviennent les universitaires, à partir des indépendances".

Les travaux de Mouloud Mammeri, constituent, à cet effet, a-t-il souligné à ce sujet, "la base lexicologique et syntaxique sur laquelle se sont construites, par



la suite, les œuvres de plusieurs linguistes, à l'exemple de Salim Chaker, Remtane Achab, Hend Sadi et Haddadou qui ont dépassé l'œuvre descriptive pour un usage scientifique".

Regrettant, pour sa part, la disparition de Mohand Akli Haddadou à la veille de l'installation de L'Académie algérienne de la

langue amazighe, Imarazène Moussa, enseignant et chef de département au DLCA/UMMTO, a estimé que les travaux du défunt, qui était le premier titulaire d'un doctorat d'Etat en linguistique berbère qu'il avait obtenu en 2003, constitueront "un socle solide et un repère pour cette institution". Né le 24 novembre

1954 à Chemini (Daïra de Sidi-Aich, wilaya de Béjaïa) et mort le 19 novembre 2018, Mohand Akli Haddadou était chercheur et spécialiste en linguistique berbère et en histoire des civilisations. Il avait à son actif plus d'une vingtaine de publications sur le sujet.

APS

### PUBLICITÉ

#### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE OUARGLA  
DAIRA DE OUARGLA  
COMMUNE DE OUARGLA  
NIF : 096030019110638

#### **AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°56/2018**

Le Président de l'Assemblée populaire communale de la commune de Ouargla lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimale pour :

- 01-Ré aménagement le chemin du el amir abd elkader de l'entrée de la wilaya à la direction de la construction
- 02-Ré Aménagement de la rue Rouabah Abdel Rahman de l'intersection du district administratif de la compagnie d'assurance SAA

Les entreprises publique ou privées qualifiées dans le domaine de construction troisième catégorie et plus désirant participer à la réalisation du projet, peuvent retirer le cahier de charge du service des Marchés de la commune bureau n° 38 1<sup>er</sup> étage contre un paiement d'un montant de 10.000,00 DA non remboursable.

Les pièces demandées sont mentionnées au cahier de charges, les offres sont présentées de la façon suivante :

##### **Dossier de candidature**

le dossier de candidature mis dans une enveloppe cachetée indiquant :

la dénomination de l'entreprise

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°56/2018**

L'objet de l'appel d'offre

Offre Technique

L'Offre Technique mis dans une enveloppe cachetée indiquant :

la dénomination de l'entreprise

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°56/2018**

L'objet de l'appel d'offre

Offre Financière

L'Offre Financière mis dans une enveloppe cachetée indiquant :

la dénomination de l'entreprise

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°56/2018**

L'objet de l'appel d'offre

Les enveloppes indiquées ci-dessus doivent être mises dans une quatrième enveloppe cachetée et anonyme comportant la mention :

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°56/2018**

L'objet de l'appel d'offre

A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

Le dernier délai de dépôt des offres est fixé à 15 jours à compter de la date de la parution du présent avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou les quotidiens nationaux jusqu'à 12h00 du dernier jour dépôt des offres.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres un délai de préparation des offres augmentée de (03) trois mois à la daté d'ouverture. L'ouverture des plis se fera dans une session publique en présence des soumissionnaires à 14H00, au siège de la commune de Ouargla.

**Note: Participation aux deux projets, mais ne peut bénéficier que d'un seul projet**

#### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE OUARGLA  
DÉPARTEMENT ADMINISTRATIF DE TOUGGOURT  
DAIRA DE TAISET  
COMMUNE : M'NAGUEUR  
NIF:098430189100035

## MISE EN DEMEURE N° 01

Suite aux multiples visites effectuées au projet visité en objet et mise en garde, mises en demeure et différents rappels adressés à l'entreprise :

Sarl société limane mohamed

Cite ben badis touggourt WILAYA DE OUARGLA

titulaire du marche n°02/2018 date 01/07/2018 portant : **Achèvements et**

**Réalisation Réseaux d'Assainissement aux qrts, 08 mai et**

**Nasser et bahaz et M'nagueur centre et M'nagueur ouest sur**

**5000 ml**

**L'ENTREPRISE EST MISE EN DEMEURE**

Pour installée d'chanté et lancement des travaux dans délai de 03 jours faite de quoi, la résiliation du marché sera prononcée.

## ALGER

## Réouverture du square «Port Said»

Le ministre de la Culture, Azeddine Mihoubi et le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, ont présidé, dans la soirée de lundi, la réouverture du Square «Port Said» qui sera «un espace de proximité pour les loisirs et l'art au coeur de la capitale», selon la déclaration des responsables.

Le ministre et le wali d'Alger ont indiqué que la réouverture du square constituait «une revitalisation de l'espace public en faveur des citoyens» et sera, dorénavant, «un espace pour abriter des manifestations artistiques et de divertissement pour les familles».

Accompagnés par des membres de l'Assemblée populaire de la wilaya et du président de la commune d'Alger Centre, Abdelhakim Bettache, MM. Mihoubi et Zoukh ont sillonné tout le square qui se situe entre les communes d'Alger centre et la Casbah et à proximité du Théâtre national Mahieddine Bachtarzi. A souligner qu'il a été procédé au revêtement du sol du square, à l'emplacement de petites fontaines et au renouvellement du kiosque à musique au milieu du square ainsi qu'à l'entretien de l'espace vert, a-t-on constaté. Les deux responsables se sont enquis des quatre bustes installés sur les coins de la placette à l'effigie de figures culturelles et artistiques algériennes, à l'instar de Mohamed Boudia, Azeddine Medjoubi, Abdelkader Alloula et Aïcha Adjouri dite «Keltoum». Lancée fin 2017, l'opération de réaménagement et de restauration du Square a été prise en charge par la commune d'Alger centre dans le cadre du plan d'orientation et de réaménagement de la wilaya d'Alger 2015-2035, et ce dans le but de le transformer en «espace de proximité» au profit des familles et des visiteurs.



A ce propos, M. Bettache a déclaré à l'APS que le coût de cette opération avait atteint 16 MDS de centimes dont 50% consacrés au réaménagement et à la restauration du tissu urbain voisinant le Square (9 bâtisses) y compris le Théâtre national algérien (TNA) et le Café «Tantonville». Aussi, le réaménagement de cet espace a permis, selon le même responsable «la découverte de voûtes datant de plus d'un siècle».

Par ailleurs, l'Assemblée populaire communale (APC) d'Alger centre a tracé un pro-

gramme artistique et de loisirs au profit des adultes et des enfants, a fait savoir M. Bettache.

A rappeler que la cérémonie de réouverture du Square Port Said a été suivie d'un concert animé par l'orchestre «Teatro Alla Scala Academy» (Italie) dirigé par Paolo Carignani. Outre le ministre de la Culture et le wali d'Alger, cette cérémonie a vu, également, la présence des ministres des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel de l'Éducation nationale, Nouria Benghabrit ainsi que les représentants de l'ambassade d'Italie à Alger.

## THÉÂTRE

Appel à participation au 7<sup>e</sup> prix "Kaki d'or" de la dramaturgie

Un appel a été lancé à l'adresse des dramaturges pour la participation au 7<sup>e</sup> concours d'écriture «Kaki d'or» et au Journées nationales de la dramaturgie organisés par l'association culturelle du même nom, a-t-on appris auprès de l'association.

Le concours «Kaki d'or», du nom du dramaturge Ould Abderahmane Kaki (1934-1995), est ouvert à tous les dramaturges écrivant en arabe, en français ou en tamazight. Les textes soumis doivent être inédits et jamais montés en spectacle. Les participants doivent adresser leurs textes, à l'association, sise à la place du 1<sup>er</sup>



novembre 1954 à Mostaganem, avant le 27 mars prochain et les

textes retenus prendront part au «Journées nationales de la drama-

turgie» prévues du 6 au 8 juin 2019 à Mostaganem. Au terme de ces Journées, trois Prix devront être remis: le «Kaki d'or» (doté d'une valeur de 500 000 da), le «Kaki d'argent», le «Kaki de bronze» et le «Kaki d'encouragement». L'association culturelle «Le Kaki d'or» œuvre à la promotion de l'écriture dramaturgique et le travail de jeunes dramaturges par la publication des textes primés et le montage de spectacles.

Un atelier de formation à l'écriture dramaturgique à l'adresse des étudiants est également prévu au programme des Journées nationales de la dramaturgie.

## ALGER

## L'Orchestre de l'Académie du Théâtre de la Scala de Milan en concert

L'Orchestre de l'Académie du Théâtre de la Scala de Milan, sous la direction du maestro Paolo Carignani, a animé lundi soir à Alger, un concert, de musique classique et chants d'opéra, dans le cadre des échanges culturels entre l'Algérie et l'Italie, devant un public nombreux et recueilli.

Exprimée en octobre 2018 à Alger, par le ministre de la Culture Azeddine Mihoubi et le surintendant du Théâtre de la Scala de Milan, Alexander Pereira, la volonté de créer des échanges réguliers entre le Théâtre de la Scala de Milan et différentes institutions culturelles en Algérie, s'est traduite par ce premier concert, animé au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), qui a fait peau neuve, après plusieurs mois de travaux de ravalement de sa façade. Près de deux heures de temps, le nombreux public du TNA a pu apprécier les voix pures et percussives, d'Anna Pirozzi (soprano), Stefano Secco (Ténor), Simone Piazzola (baryton) et Riccardo Zanellato (Basse) interprétant en

deux parties, une dizaine d'extraits d'opéras peu repris en Algérie, du célèbre compositeur italien, Giuseppe Verdi (1813-1901).

Présentant au public chaque pièce au programme, Paolo Carignani, dirigeant d'une main de maître ses 73 instrumentistes, annonçait également, à tour de rôle, la cantatrice et les trois vocalistes qui se sont succédé sur la scène, faisant montre de leur maîtrise technique et leurs grandes capacités vocales, étendues sur de larges tessitures.

Les solistes, aux voix étoffées très applaudies par le public, accompagnés dans la rigueur académique, par l'ensemble des musiciens, ont entonné pendant la première partie, entre autres pièces, «La Forza del destino» (ouverture), «Don Carlo, O Carlo ascolta», «Simone Bocanegra, il lacerato spirito» et «Trovatore tacea la notte». Le temps de quelques échanges en coulisses entre musiciens qui exprimaient leur «bonheur de se produire à Alger», la sonnerie, stridente et continue, du théâtre re-

tentit pour annoncer l'entame de la deuxième partie, déroulée avec la même intensité, dans des atmosphères solennelles, ornées d'interprétations en duo, en tercet et en quatuor. Les variations modales, rendues dans des exercices de haute exigence alliant technique, rapidité et dextérité, ont permis à la virtuosité d'interprétation de l'ensemble des musiciens et des vocalistes de rappeler le génie créatif de Giuseppe Verdi, à travers, notamment, l'exécution, dans une parfaite synchronisation, de phrases en quadruples croches étalés sur un tempo relativement élevé. Les extraits d'opéras, «Vespro Siciliano» (ouverture), «Macbeth: Ah! La paterna mano», «Don Carlo: Rensate» et «Don Carlo: Vago Sogno», ont figuré parmi les pièces au programme de la deuxième partie du concert.

Les ministres, de la Culture, Azeddine Mihoubi, des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, de l'Éducation nationale, Nouria Benghabrit, l'envoyé spécial et chef de la Mission d'appui des Na-



tions Unies en Libye, Ghassan Salamé, le Wali d'Alger Abdelkader Zoukh, et l'ambassadeur d'Italie en Algérie, Pasquale Ferraro, ont assisté au concert, après avoir inauguré la Place «Port Said-Mohamed Touri», ouverte au public après plusieurs mois de travaux de restauration.

A l'issue du concert, organisé par l'Établissement Arts et Culture, sous l'égide de la wilaya d'Alger, Azeddine Mihoubi et Abdelkader Zoukh ont remis au surintendant du Théâtre de la Scala de Milan,

## PRIX INTERNATIONAL DU ROMAN ARABE:

## Wassini Laaradj et Lahbib Sayeh sur la longlist 2019

Les deux romanciers algériens Wassini Laaradj et Lahbib Sayeh ont été retenus sur la longlist 2019 du Prix international du Roman arabe (Arab Booker Prize) avec respectivement leurs romans «May, Layali Isis Cubia» (May, les nuits d'Isis Cobia) et «Ana oua Haïm» (Moi et Haïm), a dévoilé lundi le Booker Prize. Ainsi, l'Algérie se trouve pour la première fois représentée par deux ouvrages en même temps, le premier proposé par la maison d'édition libanaise «Dar Al adab» et le deuxième par les éditions «Mim».

Les auteurs Samir Kacimi, Amine Zaoui et Wassini Laaradj ont déjà figuré sur la longlist de ce Prix alors que l'écrivain Bachir Mefti a atteint la short list en 2012 avec son ouvrage «Pantin de feu».

Dans son roman «May, Layali Isis Cubia», Wassini Laaradj s'est plongé dans la vie de la femme de Lettres May Ziadé, et particulièrement la période de sa dépression et son combat dans l'hôpital psychiatrique. Le roman de Lahbib Sayeh «Ana oua Haïm» tourne autour de deux personnages, un arabe et un juif, dans une Algérie sous occupation coloniale et traite de thèmes audacieux comme la trahison à la patrie.

La longlist 2019 du Prix international du Roman arabe comprend 16 romans, sélectionnés parmi 134, représentant neuf pays et proposés par 13 Maisons d'éditions.

La short list devrait être dévoilée le 5 février prochain et le roman qui remportera le Prix sera annoncé le 23 avril à Abou Dhabi.

un burnous et une kouitra (instrument à cordes qui s'apparente au Oud), sous des salves d'applaudissement du public qui a savouré tous les instants du concert dans la délectation.

Théâtre d'Opéra italien, la Scala de Milan, fondée en 1778, compte actuellement, selon Alexander Pereira, 1600 étudiants et fait partie des salles d'opéra de renommée internationale, avec le «Théâtre San Carlo» de Naples, qui date de la même époque, et la «Fenice» de Venise, bâtie quatre ans plus tard.





## SPORT-JO

## D'anciens objets olympiques seront mis aux enchères à partir de demain aux Etats-Unis

D'anciens objets olympiques dont la torche amenée au Stade de glace par le lutteur français Daniel Robin pour la cérémonie de clôture des JO d'hiver 1968 à Grenoble seront mis en vente aux Etats-Unis pendant une semaine à partir du jeudi 10 janvier.

Outre la torche dont la mise à prix est de 200.000 dollars, figurent aussi une médaille d'or en hockey sur glace des JO de Grenoble, une autre des JO-2016 à Rio et une de bronze des JO d'hiver de Garmisch-Partenkirchen, en 1936.

Daniel Robin, champion du monde de lutte en 1967, avait aussi décroché les médailles d'argent aux JO-1968 à Mexico, en lutte libre et en gréco-romaine. Il possédait la torche jusqu'à sa mort en mai 2018, à l'âge de 74 ans. La torche, l'une des 33 fabriquées pour les JO de Grenoble, avait été amenée par Daniel Robin au Stade de Glace, 18 février 1968, lors de la cérémonie de clôture, organisée dans une autre enceinte que celle d'ouverture, au stade olympique de Grenoble le 6 février.

Le stade olympique était une construction provisoire de 60.000 places. Daniel Robin était l'avant-dernier relayeur de la flamme, qu'il avait transmise au patineur artistique Alain Calmat, à l'entrée du stade olympique, lors de la cérémonie d'ouverture. La vente aux enchères est organisée par la société RR Auction, basée à Boston.

## TENNIS :

## 13 jeunes talents choisis pour intégrer le 1er centre de préparation fédéral à Oran

Treize (13) sportifs ont été retenus pour bénéficier de séances d'entraînement supplémentaires au niveau du centre fédéral de préparation des jeunes talents de tennis à Oran, dont l'ouverture aura lieu avant la fin du mois de janvier, a-t-on appris hier de la Ligue régionale oranaise de la discipline.

Ces sportifs, âgés entre 12 et 18 ans et tous faisant partie des différentes sélections nationales des jeunes catégories, disposeront de six heures d'entraînement supplémentaires par semaine sous la houlette de formateurs désignés par la Fédération algérienne de tennis (FAT) et ce, en plus de leurs séances habituelles dans leurs clubs respectifs, a indiqué à l'APS le président de la Ligue régionale, Tedjini Djemaï.

Le centre fédéral en question sera implanté au niveau du complexe sportif de l'ASPTT d'Oran Kacem-Elmim, sis au quartier d'El Hamri, souligne-t-on.

Les préparatifs vont bon train au niveau de ce complexe qui dispose de 7 courts de tennis pour accueillir les jeunes talents, même si un problème d'éclairage se pose avec acuité, puisqu'hormis le court principal, les six autres courts sont dépourvus d'éclairage, a encore fait savoir Tedjini, assurant au passage que des efforts sont consentis par son instance pour y remédier dans les prochains jours.

L'ouverture du centre se fera par le directeur technique de la FAT. Il s'agira du premier d'une série de six centres du genre implantés, outre à Oran, à Alger, Blida, Annaba, Biskra et Tlemcen, rappelle-t-on. Les centres fédéraux des jeunes talents figurent dans le programme du président de la FAT, Mohamed Bessaïd, qu'il avait présenté à l'assemblée générale avant son élection à la tête de la fédération début 2017.

Ce projet vise à relancer une discipline ayant marqué le pas depuis plusieurs années, selon la même source. A la FAT, l'on mise sur une préparation adéquate des joueurs de l'équipe nationale en vue des prochains rendez-vous, notamment les Jeux méditerranéens, prévus à Oran en 2021, a-t-on encore indiqué de même source.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, avait annoncé, il y a quelques temps, que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a débloqué une enveloppe financière de l'ordre de 4 milliards DA pour assurer une préparation de haut niveau aux athlètes algériens, appelés à défendre les couleurs nationales lors du rendez-vous méditerranéen, tout en exigeant des différentes fédérations des résultats conséquents lors de cette manifestation régionale.

APS

## EQUITATION

## La Fédération équestre algérienne se dote d'un nouveau DTN

La Fédération équestre algérienne (FEA) a engagé le technicien Lyamine Benseghier à la tête de sa Direction technique nationale (DTN), poste vacant depuis longtemps, afin de mettre en œuvre une politique sportive en concordance avec la stratégie générale de l'instance fédérale.

"On vient de me confier le poste de DTN à la Fédération équestre algérienne. Je vais d'abord m'imprégner de la discipline puis élaborer un plan de travail bien défini pour essayer de booster l'équitation en Algérie, en fonction des directives de l'équipe dirigeante", a indiqué Benseghier mardi à l'APS. Ancien volleyeur et diplômé de l'ex-ISTS (actuellement Ecole supérieure des sciences et de la technologie du sport) de Dély-Ibrahim

(Alger), promotion 1988, Lyamine Benseghier a occupé plusieurs postes à responsabilités durant sa carrière, notamment dans la Fédération algérienne de volley-ball (FAYB) où il était Directeur des équipes nationales (DEN), puis DTN-adjoint chargé du beach-volley, avant de démissionner au cours de l'année 2018, dénonçant un



manque de considération et de soutien de certains membres de l'instance à cette discipline sportive".

"Je suis un technicien et je peux évoluer et travailler dans n'importe quelle spécialité sportive. L'essentiel est que je dois composer avec les enjeux sportifs de la discipline. J'essayerai de coordonner l'action de l'ensemble du personnel technique de la DTN et contribuer à la définition de la politique

fédérale, en assurer l'application et en évaluer les résultats", a expliqué le responsable.

Parmi les priorités des DTN de toutes les fédérations, figurent, entre autres, la formation et le perfectionnement des cadres, la coordination des actions ainsi que la cohérence des projets sportifs de la fédération avec les orientations du ministère de la Jeunesse et des Sports. La durée de prise

en main d'un Directeur technique national dans une fédération n'est pas déterminée dans le temps.

"J'espère trouver les conditions de travail nécessaires pour faire de bonnes choses. Ma tâche ne sera pas de tout repos, mais avec le soutien du président de la fédération et des membres de son bureau, tout ira pour le mieux", a conclu Benseghier.

## BISKRA :

## Coup d'envoi du Championnat national inter-écoles de triathlon militaire

Le championnat national inter-écoles de triathlon militaire a débuté lundi à l'Ecole supérieure des troupes spéciales (ESTS) Chahid Mustapha-Khoudja de Biskra (4e Région militaire), avec la participation de 11 écoles représentant différentes régions militaires.

Donnant le coup d'envoi officiel de la compétition au nom du chef de la 4e Région militaire, le commandant de l'Ecole, le général-major Abed Litim, a affirmé que le sport militaire «raffermit les rangs de l'Armée nationale populaire (ANP) et permet de parfaire, au moyen de ce type d'activités sportives, la préparation des soldats au double plan physique et psychologique, tout en forgeant leur esprit de compétition». Au total, 66 athlètes



sont en lice dans les trois épreuves que comprend cette compétition devant se poursuivre jusqu'à mercredi, à savoir le parcours du combattant, le lancer de grenades et, enfin, le cross sur 8.000 mètres. La

cérémonie d'ouverture du Championnat national inter-écoles de triathlon militaire, qu'abrite la salle omnisports de l'ESTS, a été marquée par une exhibition militaire des écoles participantes.

## DAKAR-2019/AUTO :

## Le Qatar Nasser al-Attiyah remporte la première étape

Le Qatar Nasser al-Attiyah a remporté lundi la première étape auto du Dakar-2019 entre Lima et Pisco et s'adjuge du même coup la première place du classement général. al-Attiyah (Toyota), déjà sacré deux fois sur le célèbre rallye-raid, devance les deux Mini de l'Espagnol Carlos Sainz à 1 min

59 sec et celle du Polonais Jakub Przygonski une seconde plus loin. Le Français Stéphane Peterhansel (Mini) termine 7e à 2 min 57 sec tandis que Sébastien Loeb (Peugeot) est 13e à 6 min 7 sec. Mardi, le Dakar-2019 s'élance vers San Juan de Marcona pour une étape de 553 km, dont 342 de spéciale.



## CAN-2019 : 13 ans plus tard, l'Égypte de nouveau au carrefour du football africain

Le verdict est tombé hier : l'Égypte s'est vu attribuer l'organisation de la 32e Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 (15 juin - 13 juillet), en remplacement du Cameroun, recalé par la Confédération africaine (CAF) en raison du retard accusé dans les travaux des stades devant abriter le tournoi.



L'Égypte, qui avait déjà abrité le plus grand tournoi footballistique en Afrique à quatre reprises (1959, 1974, 1986 et 2006) a été préférée à l'Afrique du sud, pays hôte en 1996 et 2013. La décision a été prise par l'instance continentale à l'issue de la réunion de son Comité exécutif à Dakar (Sénégal), en marge de la cérémonie des Glo CAF Awards prévue ce soir.

La victoire des "Pharaons" est nette et sans bavures : 16 voix contre une (1) pour l'Afrique du sud et une (1) abstention. Le 30 novembre dernier, la CAF avait annoncé à Accra (Ghana) sa décision de retirer l'organisation au Cameroun, après plus de dix heures de réunion à huis clos de son Bureau exécutif.

"Aujourd'hui, face à tous les rapports que nous avons reçus et en analysant les évolutions qui ont été faites, nous avons pris une décision de retirer l'organisation de la CAN-2019 au Cameroun.

Mais la CAF prend un engagement de soutenir le Cameroun, de donner le temps au Cameroun pour qu'il puisse bien préparer une CAN", avait dit le président de la CAF, le Malgache Ahmad Ahmad. Dans la foulée de cette annonce attendue depuis des semaines, la CAF a lancé un appel à candidatures pour trouver un nouveau pays-hôte.

Le Maroc, qui était fortement pressenti pour remplacer le Cameroun, a exprimé par la suite son refus de déposer sa candidature.

Deux pays se sont alors officiellement positionnés : l'Égypte et l'Afrique du sud. Cette dernière a été recalée en dépit de ses compétences avérées dans le domaine organisationnel, elle qui avait abrité les éditions 1996 et 2013 mais surtout la Coupe du monde 2010, l'unique disputée sur le continent.

Selon plusieurs rapports de presse, le gouvernement sud-africain n'était pas chaud à l'idée d'abriter la compétition pour des raisons purement financières, contrairement à la fédération (SASA) qui voulait organiser l'événement pour la troisième fois dans l'histoire du pays. La CAN-2019, qui se jouera pour la première fois en présence de 24 nations, est la quatrième phase finale de suite à chan-

ger de pays-hôte. La CAN-2013 devait avoir lieu en Libye mais, pour des raisons sécuritaires, avait été confiée finalement à une Afrique du sud censée abriter l'édition 2017. Le Maroc a ensuite refusé d'accueillir la CAN-2015, prétextant l'épidémie du virus Ebola qui sévissait dans une partie du continent et la Guinée équatoriale avait été appelée à la rescousse. Et la CAN-2017, d'abord attribuée à l'Afrique du sud puis à la Libye, avait finalement eu lieu au Gabon. L'Algérie est qualifiée pour la phase finale de la CAN-2019 avant une journée de la fin de la campagne des éliminatoires. Les Verts sont en tête du groupe D avec 10 points, devant le Bénin (7 pts), le Togo (5 pts) et la Gambie (5 pts).

## Ahmad Ahmad : «Travailler étroitement avec l'Égypte pour aller de l'avant»

Le président de Confédération africaine de football (CAF) Ahmad Ahmad a assuré du soutien de son instance à l'Égypte, qui s'est vu attribuer l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 (15 juin - 13 juillet), en remplacement du Cameroun.

"Toutes les opérations sur les préparatifs vont commencer maintenant. La CAF va travailler étroitement avec l'Égypte pour que l'on puisse aller de l'avant. Nous savons les défis, nous savons les problèmes qui existent. Nous pouvons demander le soutien de nos partenaires, dont en partie la Fifa, ou d'autres pays pour nous aider à organiser cette CAN 2019 qui va se dérouler pour la première fois en terre égyptienne", à 24 pays, déclaré Ahmad Ahmad, lors d'une conférence de presse organisée à Dakar (Sénégal) à l'issue d'une réunion du comité exécutif, cité par le magazine Jeune Afrique.

L'Égypte, qui avait déjà abrité le plus grand tournoi footballistique en Afrique à quatre reprises (1959, 1974, 1986 et 2006) a été préférée à l'Afrique du sud, pays hôte en 1996 et 2013.

La victoire des "Pharaons" est nette et sans bavures : 16 voix contre une

(1) pour l'Afrique du sud et une (1) abstention. La décision avait été passée au vote quelques minutes auparavant, après avoir analysé la situation, écouté les deux candidats", précise le président de la CAF. L'Égypte et l'Afrique du Sud étaient les deux seuls pays à s'être portés candidats. Le Maroc, souvent cité comme un prétendant sé-

rieux, n'avait finalement pas fait acte de candidature. Après le retrait de l'organisation au Cameroun, la CAF a procédé à un décalage du calendrier, attribuant l'édition 2021 au Cameroun, l'édition 2023 à la Côte d'Ivoire. Lundi, la Guinée a indiqué qu'elle acceptait d'organiser l'édition 2025.

## LIGUE 1 MOBILIS DE FOOTBALL :

### Le TAS rejette l'appel du CRB pour la restitution des trois points défalqués (club)

Le Tribunal arbitral du Sport (TAS) a rejeté ce lundi l'appel déposé par la Société sportive par actions (SSPA)/CR Belouizdad, pour la restitution des trois points défalqués suite à son forfait à domicile face à l'AS Ain M'lila (défaite sur tapis verts : 3-0), pour le compte de la première journée du championnat de Ligue 1 Mobilis, a appris l'APS auprès du club algérois.

"L'appel a été rejeté. L'actionnaire majoritaire Madar-Holding en concerta-

tion avec le directeur général Said Allikva entreprendre une autre démarche pour permettre au CRB d'être rétabli dans ses droits", a affirmé à l'APS Karim Chetouf, membre du Conseil d'administration, également président du CSA/CRB. Dans un communiqué publié le 20 décembre dernier, la SSPA avait annoncé sa décision de faire appel au niveau du TAS comme première étape, avant de saisir la Fédération internationale de football (Fifa).

"Le CRB s'estime lésé et vic-

time d'une application erronée de la loi par les instances du football en Algérie, alors que les mêmes instances croient appliquer la loi.

Après épuisement de toutes les voies de recours auprès de la Ligue de football professionnel (LFP) et de la fédération algérienne de football (FAF), il a été décidé de réserver notre action à la saisine des instances juridictionnelles à savoir le TAS et la Fifa pour le recouvrement de nos droits.", indiquait le communiqué.

Cette décision faisait suite aux déclarations du président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheirredine Zetchi, qui avait annoncé à la Radio nationale que "les trois points défalqués au CR Belouizdad ne seront pas restitués".

Le CR Belouizdad, sérieusement menacé par la spectre de la relégation, occupe la dernière place du classement avec 11 points, à l'issue de la 16e journée championnat de Ligue 1, à sept unités du premier club non-relégué.

## COUPE D'ALGÉRIE DE FOOTBALL :

### Le tirage au sort des 1/8 et 1/4 de finale fixé au 13 janvier (FAF)

Le tirage au sort des 1/8 et 1/4 de finale de la Coupe d'Algérie de football (seniors) aura lieu le dimanche 13 janvier (18h30) à l'École supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Aïn-Bénian (Alger), a annoncé lundi soir la Fédération algérienne (FAF).

Les 1/8 de finale de l'épreuve populaire se joueront les lundi 21 et mardi 22 janvier, alors que les 1/4 de finale, qui se disputeront en deux manches, auront lieu en février (aller : 19, 20 février, retour : 26, 27 février). Le dernier match des 16es de finale entre l'Amel Boussaâda et l'ES Sétif est prévu pour le 15 janvier.

## 1/16ES DE FINALE: Les réserves de l'ARB Ghris rejetées

La Commission de discipline de la Ligue de football professionnel réunie ce lundi, a rejeté les réserves formulées par l'ARB Ghris à l'encontre du joueur du SA Mohammadia Boumeherou Mohamed Lamine alors qu'il était suspendu le jour du match qui a opposé les deux formations le 28 décembre dernier pour le compte des 1/16ème de finale de la Coupe d'Algérie, a indiqué la LFP.

La commission a jugé que l'ARB Ghris n'a pas respecté la forme puisqu'elle a établi ces réserves sur la feuille de match à la fin de la rencontre alors que le règlement exige leur formulation doit être mentionnée par écrit avant le début du match, précise la même source. A cet effet la commission a décidé d'homologuer le match en son résultat. Pour mémoire, la rencontre s'était terminée sur le score de 1-0 en faveur du SA Mohammadia.

La Commission de discipline a toutefois traité le fond de l'affaire comme l'imposent les règlements. Elle a constaté que le joueur en question était effectivement suspendu pour 4 avertissements, suite à quoi, la commission a décidé d'infliger deux (02) matches de suspension fermes en plus de la sanction initiale pour le joueur fautif.

Elle a suspendu également Araoui Mokhtar, secrétaire de l'équipe SA Mohammadia pour un (01) mois ferme de toute fonction officielle.

## Les Africains ne valorisent pas assez leurs talents, selon Eto'o

L'ex-international camerounais Samuel Eto'o a estimé que les responsables du football africain ne savaient pas comment promouvoir l'"énorme" talent que possède le continent.

"Contrairement aux Brésiliens par exemple, les Africains ne valorisent pas assez leurs meilleurs talents qui se perdent souvent en jalousies et restent victimes des intérêts personnels des responsables de ce football dans les différentes fédérations", a déclaré Eto'o qui se trouve à Dakar pour disputer ce lundi un match gala entre la sélection sénégalaise-2002 et les anciennes gloires africaines invitées par la Confédération africaine de football (CAF). Le quadruple vainqueur du Ballon d'Or africain trouve qu'il est anormal que les clubs africains ne puissent pas titiller des clubs comme le Real Madrid ou le Bayern Munich.

"On ne croit pas assez en nous", a expliqué l'ancien du Barça et de l'Inter Milan et meilleur buteur de l'histoire des Lions indomptables camerounais. "Nous avons des joueurs hyper talentueux, à l'image de l'Egyptien Mohamed Salah, Ballon d'Or africain et favori pour la seconde année de suite de ce prix, du Sénégalais Sadio Mané ou du Gabonais Pierre-Emerick Aubameyang.

Il faut qu'à la tête de nos fédérations, ils respectent ce que les footballeurs font. Si nous avons des dirigeants qui ne respectent même pas notre métier, comment le football africain va se développer?, s'est-il demandé.

Il faut aujourd'hui travailler à ce que l'argent généré par les acteurs soit investi en retour pour ceux-ci. Et le plus important avoir des dirigeants qui travaillent pour que le football se développe, pas pour se remplir les poches".

Pour l'ancienne star du football camerounais, "il faut d'abord rayer la corruption dans le football (car) il y a beaucoup de corruption dans notre football. Nous savons tous que la FIFA ou la CAF apportent beaucoup d'argent aux fédérations africaines.

Mais il faut que cet argent soit redistribué aux principaux acteurs, c'est-à-dire les joueurs de football qui font le spectacle. Il faut que ces sous soient utilisés pour réaliser des infrastructures sportives."

## TRANSFERT : Le Portugais Pepe proche du FC Porto

Le défenseur international portugais Pepe, laissé libre à la mi-décembre par le Besiktas Istanbul, s'apprête à s'engager avec le FC Porto, indiquait hier la presse lusitanienne. Selon les quotidiens sportifs portugais et le Journal de Notícias, le joueur de 35 ans doit parapher un contrat d'un an et demi avec les "Dragons", valide jusqu'à la fin de la saison 2019/2020.

Né au Brésil, Pepe revient au FC Porto, club qui l'a révélé entre 2004 et 2007 avant de passer dix saisons au Real Madrid où il a notamment remporté trois Ligues des champions (2014, 2016, 2017).

Au cours de la saison et demie qu'il a passée en Turquie, l'expérimenté défenseur central a prouvé qu'il pouvait toujours évoluer au plus haut niveau. Malgré son âge et ses blessures plus fréquentes, Pepe reste intouchable en équipe nationale portugaise où il compte 103 sélections et avec laquelle il a remporté l'Euro-2016.

## BALLON D'OR AFRICAIN 2018 : Qui succèdera à Mohamed Salah ?

Le Ballon d'or africain 2018 a été décerné hier au cours d'une cérémonie organisée par la Confédération africaine de football (CAF) à Dakar (Sénégal).

Trois joueurs se disputent le trophée tant convoité : L'Egyptien Mohamed Salah (Liverpool), le Sénégalais Sadio Mané (Liverpool), et le Gabonais Pierre-Emerick Aubameyang (Arsenal).

Mohamed Salah (26 ans), détenteur du trophée, partira favori pour succéder à lui-même.

Ses statistiques impressionnantes la saison dernière plaident en sa faveur : avec les Reds, Salah a inscrit 44 buts toutes compétitions confondues en 2017-2018 et terminé en tête du classement des buteurs du championnat d'Angleterre avec 32 réalisations.

Diminué pour la Coupe du monde 2018 en Russie, Salah n'était pas parvenu dans la foulée à éviter une élimination de la sélection égyptienne dès le premier tour.

Cette saison, il lui a d'ailleurs fallu un peu de temps pour retrouver ses sensations en club, mais il semble renouer avec son meilleur niveau, à l'image de ses 13 buts.

Son coéquipier en club, le Sénégalais Sadio Mané, passe en tout cas pour son concurrent le plus sérieux.

Il avait d'ailleurs déjà terminé en deuxième position en 2017, après une troisième place en 2016.

Mané, 26 ans, a lui aussi été déterminant sur le front de l'attaque de Liverpool lors de la précédente campagne de Ligue des champions, comme en témoignent ses dix buts

## CHAMPIONNAT PORTUGAIS DE FOOTBALL (16<sup>E</sup> JOURNÉE) : Brahimi signe un doublé face à Nacional Madeira

Le milieu offensif international algérien du FC Porto Yacine Brahimi s'est distingué lundi soir en signant un doublé lors de la réception de Nacional Madeira (3-1), en clôture de la 16e journée du championnat portugais de football.

Brahimi a ouvert le score à la demi-heure de jeu (30e). Par la suite, Tiquinho double la marque (38e) avant que les visiteurs ne réduisent le score à 1-2 (40e). En deuxième période, Corina récupère et lance Brahimi bien décalé qui bat de nouveau le gardien (57e).

Il compte désormais 7 buts depuis le début de la saison, toutes compétitions. A l'issue de cette victoire, le FC Porto conforte sa position en tête du classement avec 42 points, à six longueurs sur son poursuivant direct Sporting Braga. L'ancien joueur du Stade Rennais (France) avait rejoint Porto en 2014 en provenance du FC Grenade (Espagne). Son contrat



expire en juin 2019. Il devrait quitter le Portugal pour aller en Angleterre où il est convoité par West Ham et Newcastle.

## CHAMPIONNAT ALLEMAND/ SCHALKE 04 : Bentaleb quitte le stage de Benidorm pour blessure

Le milieu défensif international algérien de Schalke 04 Nabil Bentaleb a quitté ce lundi le stage qu'il effectuait actuellement son équipe à Benidorm (Espagne) en raison d'une blessure à la cuisse, a annoncé le pensionnaire de la Bundesliga allemande football sur son compte Twitter.

"Il n'y a pas de blessure musculaire. Afin de déterminer la cause exacte de la douleur persistante et d'initier ainsi le traitement approprié, l'international algérien

consultera d'autres professionnels de la santé en Allemagne", a indiqué le club de la Ruhr dans un communiqué. Selon Schalke 04, la participation de Bentaleb au match à domicile face à Wolfsburg le 20 janvier de la reprise du championnat, "n'est pas menacée du point de vue actuel".

Bentaleb (24 ans) compte 21 apparitions cette saison, toutes compétitions confondues (6 buts). Prêt par les Anglais de Tottenham pour une saison, Bentaleb a fini par

s'engager définitivement en jusqu'en 2021 avec Schalke 04 qui a levé l'option d'achat au terme de la première partie de la saison 2016-2017.

Il n'a pas été convoqué pour le dernier match de l'équipe nationale, le 18 novembre dernier face au Togo à Lomé (victoire 4-1), comptant pour la 5e journée (Gr.D) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, dont le pays hôte sera connu mercredi.

## LIGUE 2 FRANÇAISE DE FOOTBALL : Tahrat, Oukidja, et Mesloub dans le 11 type mi-saison (LFP)

Les internationaux algériens Alexandre Oukidja (FC Metz), Mehdi Tahrat (RC Lens), et Wadid Mesloub (RC Lens)

ont été retenus dans le 11 type mi-saison de la Ligue 2 française de football, dévoilé ce lundi sur le compte twitter de la

Ligue de football professionnel (LFP), au terme d'un sondage effectué auprès des fans.

Le gardien Oukidja (30 ans) avait été convoqué pour la première fois chez les Verts à l'occasion du match en déplacement face à la Gambie à Banjul (1-1) en septembre dernier, dans le cadre des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, mais sans pour autant signer ses grands débuts.

Le défenseur central Tahrat (29 ans) est devenu une pièce maîtresse incontournable dans l'échiquier du sélectionneur national Djamel Belmadi, prenant part en tant que titulaire, à l'ensemble des quatre matchs disputés jusqu'à par les Verts sous la conduite du successeur de Rabah Madjer.

De son côté, le milieu de terrain Mesloub (33 ans) compte 7 sélections avec l'équipe nationale. Sa dernière apparition avec la sélection remonte au 29 mars 2016 en déplacement face à l'Ethiopie (3-3) dans le cadre des qualifications de la CAN-2017. Il avait pris part à la CAN-2015 en Guinée équatoriale.

**Le 11 type mi-saison : Gardien de but :** Oukidja (FC Metz)

**Défenseurs :** Centonze (RC Lens), Tahrat (RC Lens), Weber (Stade brestois), Haidara (RC Lens)

**Milieux :** Cohade (FC Metz), Mesloub (RC Lens), Autret (Stade brestois)

**Attaquants :** Gomis (RC Lens), Charbonnier (Stade brestois), Diallo (FC Metz).

**TOLISSO DE RETOUR EN MARS**

Gravement blessé au genou, Corentin Tolisso ne devrait pas retrouver les terrains avant au moins deux mois. "Pour Tolisso, c'est plutôt simple. On a tablé sur une absence de six ou sept mois. Il s'est blessé en septembre, donc ne comptez pas sur un retour avant au moins le mois de mars" a expliqué son entraîneur Niko Kovac en conférence de presse à Doha où le club bavarois effectue son stage de mi-saison.



**Ronaldo évoque son avenir**

Engagé jusqu'en 2023 avec la Juventus, Cristiano Ronaldo (33 ans) a été questionné sur un éventuel retour au Sporting en fin de carrière, à l'image de son ami Nani. "En football, vous ne savez pas", a souri "CR7", rapporte Fox Sports. Le quintuple Ballon d'Or n'a joué qu'une saison en professionnel chez les Lions lisboètes, en 2002-2003, avant d'être recruté par Sir Alex Ferguson du côté de Manchester United.

**Le dossier Modric totalement relancé**

L'été dernier, Luka Modric aurait pu changer de tunique. Fortement courtisé par l'Inter Milan, le milieu de terrain a fait le choix de poursuivre avec le Real Madrid. Mais ce dossier est bien loin d'être bouclé. Une lueur d'espoir s'ouvre pour le club transalpin.

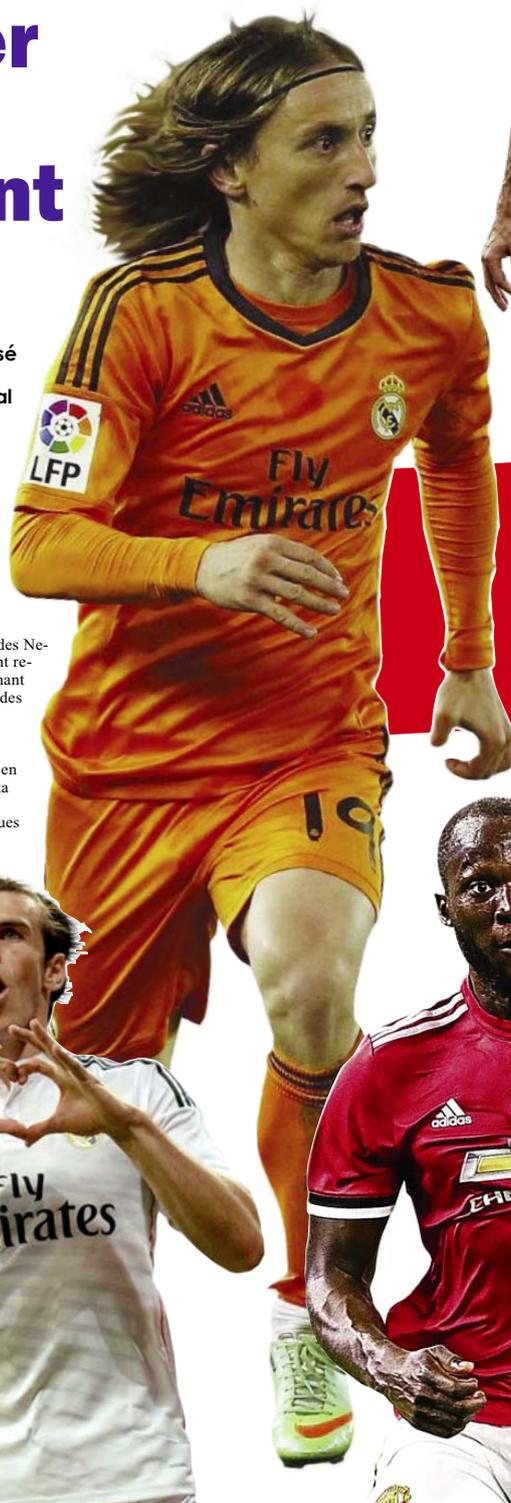
C'est un dossier qui continue d'aimer l'actualité au Real Madrid. Luka Modric partira ou ne partira pas ? Telle est la question qui intrigue bon nombre de supporters merengues. L'été dernier, l'international croate avait été approché par l'Inter Milan en quête d'un milieu de terrain créateur. Après plusieurs mois de négociations, il a finalement fait le choix de poursuivre son aventure sous le maillot blanc, mais jusqu'à quand ?

En effet, la situation pourrait s'inverser en faveur des Nerazzurris. Le lauréat du Ballon d'Or 2018 a récemment refusé une offre de prolongation de ses dirigeants, estimant que la proposition était trop faible par rapport à celle des Italiens (salaire de 10 millions d'euros par saison). Aussi la petite crise madrilène (aucune victoire en 2019) pourrait le pousser vers un départ.

Conscient de la situation, le club lombard s'active en interne. À en croire les informations de La Gazzetta dello Sport, les dirigeants italiens seraient en train de soigner leur relation tumultueuse avec leurs homologues espagnols afin de tenter de recruter l'ancien pensionnaire des Spurs à l'issue de la saison.

**Bale accusé de ne pas tout donner**

Certains joueurs Madrilènes pensent que Gareth Bale (29 ans) ne donne pas tout pour le Real Madrid. Plusieurs réunions ont eu lieu, lundi, entre les joueurs et le staff merengue, indique l'édition du jour du quotidien As. Le Gallois aurait notamment été l'objet de reproches, de la part de ses partenaires. Certains d'entre eux lui auraient fait remarquer qu'ils jouaient malgré des douleurs, l'accusant de se rendre trop facilement à l'infirmerie. Ils n'auraient pas non plus apprécié qu'ils quittent Santiago Bernabeu dès la 78e minute de la rencontre contre la Real Sociedad (0-2). Le média révèle également que la volonté de Florentino Perez de conserver Bale a empêché le recrutement de Kylian Mbappé (20 ans).

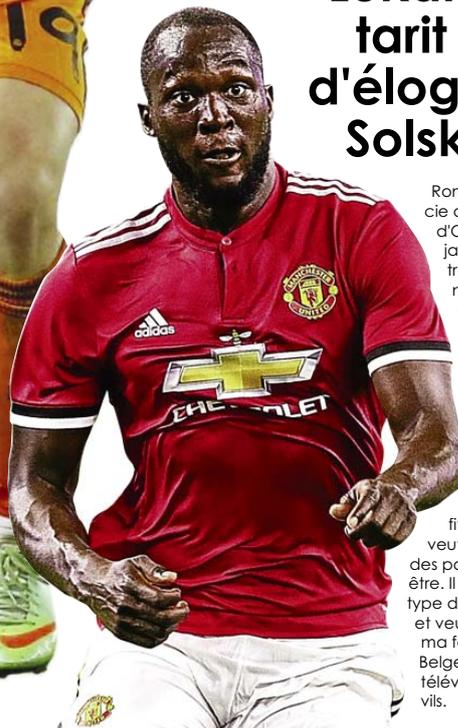


**DEJAN LOVREN BLESSÉ**

Ce lundi soir lors de la défaite en FA Cup de Liverpool face à Wolverhampton (1-2), le défenseur central croate est sorti sur blessure en se tenant la cuisse gauche. Sa durée d'absence reste à déterminer mais Jurgen Klopp s'est exprimé à ce sujet à l'issue de la rencontre. Je ne sais pas ce que vous auriez dit si j'avais aligné d'entrée une charnière Fabinho-Hoever. Certains auraient probablement dit que je ne respectais pas la compétition... Il n'y avait aucun signe avant le match.

**Lukaku ne tarit pas d'éloges sur Solskjaer**

Romelu Lukaku apprécie déjà la méthode d'Ole Gunnar Solskjaer, son nouvel entraîneur. "Solskjaer nous aide beaucoup à l'entraînement. Nous terminons souvent les séances avec des choses comme des frappes ou des déplacements. La façon dont il veut que nous jouions me profite vraiment, car il veut que je sois dans des positions où je veux être. Il comprend quel type d'attaquant je suis et veut que l'on joue sur ma force", a déclaré le Belge sur la chaîne de télévision des Red Devils.



## ALGÉRIE-DANEMARK Messahel en visite officielle dans les pays scandinaves



Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, effectuera une visite officielle dans les pays scandinaves qui le mènera successivement à Copenhague, les 9 et 10 janvier 2019, puis à Helsinki, les 11 et 12 du même mois, en réponse à des invitations de ses homologues danois, Anders Samuelson, et finlandais Timo Soini, indiquant hier le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué. « Cette tournée s'inscrit dans le cadre du raffermissement du dialogue politique et du partenariat économique avec les pays scandinaves, avec lesquels l'Algérie entretient des relations traditionnelles d'amitié et de coopération », précise la même source. Au cours de ces deux visites, le chef de la diplomatie algérienne passera en revue avec les responsables danois et finlandais « les différents volets des relations bilatérales, et tout particulièrement le partenariat économique et commercial, avec en projection les perspectives du développement de la coopération pour la période à venir ». Il aura à cette occasion « des échanges de vues avec les responsables des pays visités sur les grandes questions régionales et internationales d'intérêt commun, en particulier la situation au Maghreb, la question du Sahara occidental, la crise en Libye, le Sahel, l'Afrique, le Moyen-Orient, les relations UA-UE, ainsi que certaines questions globales comme la lutte antiterroriste et la problématique de la migration ».

## CRISE LIBYENNE: L'Algérie et l'ONU réaffirment leur soutien au plan de règlement onusien

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, et le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef de la Mission d'Appui des Nations unies en Libye (MANUL), Ghassan Salamé ont réaffirmé lundi leur position inébranlable en faveur du peuple libyen pour sortir de la crise que connaît le pays, mettant l'accent sur la nécessité de la mise en oeuvre du plan de règlement onusien.

En visite de travail de deux (02) jours en Algérie, M. Salamé qui a été reçu par M. Messahel, a affirmé que « la rencontre avec le responsable algérien était fructueuse », indiquant que les contacts entre la mission onusienne en Libye et les responsables algériens, en tête desquels M. Messahel « n'ont jamais été interrompus », et ce depuis que le responsable onusien a été chargé de cette mission en aout 2017. M. Salamé a indiqué que cette continuité dans la coordination entre les deux parties était essentiellement due à la proximité géographique entre l'Algérie et la Libye, qualifiée de « lourd fardeau » pour l'Algérie, appelant les responsables libyens à tenir compte de cette dimension.

Saluant, par ailleurs, l'expérience personnelle du ministre algérien, Abdelkader Messahel concernant la « question libyenne » et ses maintes visites en Libye, outre ses connaissances parmi les dirigeants libyens, M. Salamé a appelé à « en tirer profit en vue de poursuivre les efforts à même d'impulser l'action politique en Libye ».

Dans le même contexte, le responsable onusien a salué « la position constante et posi-



tive de l'Algérie vis-à-vis la situation en Libye », selon M. Salamé qui a rappelé que « l'Algérie a réaffirmé son soutien indéfectible au processus d'entente inter-libyenne et au rôle des Nations unies qualifié par Alger d'« impartial et légitime » ».

Pour sa part, M. Messahel a affirmé que « le dialogue se poursuivra toujours avec la mission onusienne », faisant savoir que lors de sa rencontre avec M. Salamé « il a été question de l'examen de la situation en Libye et des étapes prochaines du Plan d'action de l'ONU pour aboutir à des résultats, notamment la concrétisation de la proposition du Secrétaire général de l'ONU, faite par la voix de M. Salamé, pour la mise en oeuvre du Plan d'action de l'ONU ».

M. Messahel a déclaré avoir affirmé à M.

Salamé « la pleine disponibilité de l'Algérie à accompagner le Chef de la MANUL et les Libyens pour le règlement de la crise dans leur pays », ajoutant que « l'Algérie gagnerait à ce que la Libye recouvre sa stabilité, sa sécurité et son unité », au même titre que les autres pays voisins. Par ailleurs, M. Messahel s'est félicité de l'« aboutissement » de toutes les rencontres sur la Libye, lesquelles ont permis « un échange d'informations et d'analyses ».

« L'Algérie demeure engagée à mettre en oeuvre le Plan de règlement onusien concernant la crise libyenne », a poursuivi M. Messahel mettant l'accent sur la nécessité d'aboutir à des résultats concrets dans le cadre des efforts visant à faire sortir le pays définitivement de la crise qui le secoue.

## ENTREPRISE Sonelgaz prévoit des investissements de 2.400 milliards de DA à l'horizon 2028



Le groupe Sonelgaz prévoit d'investir un montant de plus de 2.400 milliards de DA à l'horizon 2028, a indiqué hier à Alger son P-dg, Mohamed Arkab. « Nous avons tracé un plan d'investissements sur dix ans. Nous prévoyons de mobiliser, à l'horizon 2028, plus de 2.400 milliards de DA pour réaliser nos projets d'investissements, dont 380 milliards DA au titre de l'exercice 2019 », a précisé M. Arkab en marge de la cérémonie de signature d'une convention-cadre entre Sonelgaz et le groupe public mécanique AGM.

Selon lui, la Banque nationale d'Algérie (BNA) avait accordé au groupe plusieurs crédits à long terme accompagnés d'avantages, et ce, à l'effet de permettre à Sonelgaz de poursuivre ses investissements à l'horizon 2020, a-t-il souligné. Selon lui, « tous les projets lancés se réalisent sans aucune difficulté et nous comptons poursuivre notre politique d'investissements ». Pour rappel, les investissements de ce groupe avaient atteint 314,5 milliards de DA en 2017 contre 26,96 milliards de DA en 2000.

### MDN

## LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE Plus de 300 kg de kif traité saisi à Tlemcen, Oran et Sétif



Plus de 300 kilogrammes de kif traité ont été saisis lundi, lors d'opérations distinctes à Tlemcen, Oran et Sétif par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

« Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont arrêté, le 07 janvier 2019, trois (03) narcotrafiquants et saisi (304) kilogrammes

de kif traité lors d'opérations distinctes à Tlemcen, Oran (2e Région militaire) et Sétif (5e RM), a précisé le MDN. Par ailleurs, un détachement de l'ANP a déjoué, à El Oued (4e RM), une tentative de contrebande d'une importante quantité de médicaments s'élevant à 10.752 boîtes, tandis que des Gardes-côtes et des éléments de la Gendarmerie nationale ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de 51 personnes à Oran, Aïn Témouchent et Tlemcen (2e RM), a-t-on ajouté.

## TRANSPORT MARITIME: Report de départ du Car-ferry Tariq Ibn Ziyad Alger-Marseille à lundi

Le départ du car-ferry « Tariq Ibn Ziyad » d'Alger vers Marseille (France), prévu pour jeudi 10 janvier à 12h, a été reporté au lundi 14 janvier à 12h en raison d'intempéries, a indiqué mardi l'Entreprise nationale

de transport maritime de voyageurs (ENTM) dans un communiqué. « Ce report est dû aux mauvaises conditions météorologiques empêchant la sortie de ce car-ferry », explique la même source.



## TRANSPORT FERROVIAIRE: L'achèvement des travaux de renouvellement de la voie Chiffa-El Afroun prévu mi-février

L'achèvement des travaux de renouvellement de la voie et ballast entre Chiffa et El Afroun (Blida) est prévu pour la mi-février 2019, a indiqué mardi la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) dans un communiqué. « La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) informe son aimable clientèle que la fin des tra-

voux de renouvellement de la voie et ballast entre Chiffa et El Afroun est prévue pour la mi-février 2019 », note la même source. Ces travaux rentrent dans le cadre de « l'amélioration du délai de parcours et la fluidité des circulations au niveau de la banlieue ouest », rappelle la SNTF.